

N° 702 — 3 F

DU 20 MAI AU 27 MAI 76

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE

DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

menace
sur la presse



le rapport sur le racket pétrolier

J.G. & F.G./TPA -

MINISTERE DE L'INTERIEUR

DIRECTION GENERALE DE LA
POLICE NATIONALE

SERVICE REGIONAL DE
POLICE JUDICIAIRE
- MARSEILLE -

N° 4673/74 - 4673/74
6102/74 - 10452/74

S.R.P.J./S.E.F.

Direction politique :
Alain Tiemcen

Rubriques :

- *Où va la France?* Léo Goldberg, Maurice Najman
- *Injustice* : Michel Etienne
- *Briser la chaîne* : Jean-Yves Sparfel
- *Luttes en classes* : Stéphane Lyllan
- *Les choses de la ville* : Jean-François Thoraval
- *Pourtant, elle tourne* : Bernard Ravenel
- *Les damnés de l'intérieur* : Dominique Lambert, Michel Camouis
- *Garde à vous-même* : Georges Yverres
- *Les armes de la critique* : Marion Lay
- *C'est aussi politique* : Michel Aci-dant

Collaborateurs permanents

Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - V. Leduc - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - A. Isserman

Secrétariat de rédaction :

Monique Grima

Maquette :

Chantal Lender

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Promotion :

J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin - J.-P. Sallent

Dir. publ. :

H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction :

566-45-64
Administration et publicité :
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Composition :

Compo-presse, Paris.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F.

mise au point

Par suite d'une malencontreuse erreur au moment de la mise en pages, la mention PCI précédait l'interview de Bruno Trentin dans notre dernier numéro.

Si Bruno Trentin n'a jamais fait mystère de son appartenance au PCI, il est évident que ce n'est pas à ce titre qu'il s'exprimait dans les colonnes de TS (l'incompatibilité des fonctions politiques et syndicales n'est pas un vain mot en Italie), mais en tant que secrétaire général de la FLM (Fédération des travailleurs de la métallurgie). La nature des questions posées à Bruno Trentin, comme des réponses de ce dernier aura sûrement permis à nos lecteurs de rectifier d'eux-mêmes... et de regretter que le PCI tienne souvent un discours combien différent de celui de la gauche syndicale !

Par ailleurs, Vincenzo Sparagna n'est pas le responsable unique du secteur international du PDUP, mais l'un de ses animateurs.

sommaire

Où va la France ?

L'affaire Ceccaldi. *Dominique Charvet* p. 4
Presse : contrôle à la source et aggravation des charges. *Christian Guerche* p. 5
Que va faire la gauche au pouvoir ? *Yvan Craipeau* p. 6
Les nécessaires audaces de Louis Althusser. *Léo Goldberg* p. 6

Briser la chaîne

Lip : des perspectives unitaires. p. 7
Interview de Charles Piaget recueillie par *Pierre Régnier* p. 8
Bourgogne électronique. *Martin Touan*
SNPA : une grève sans grévistes.

Notre dossier exclusif :

Le racket pétrolier

Le rapport du SRPJ de Marseille p. 11
La danse des Elf p. 12
Questions à M. Lecanuelf, garde d'Esso p. 13
L'organigramme du gang. Le who's who p. 14

Garde-à-vous-même

Armée : un menu à la carte. *Georges Yverres* p. 15

Et pourtant elle tourne

Une maison blanche dans la campagne. *Marc Chénétier* p. 16
L'Europe du Sud à l'heure du Portugal.
Interview de Cesar Oliveira. *Bernard Ravenel* p. 18
RFA : Golgotha au purgatoire et du nouveau à l'ouest. *Michel Links* p. 19

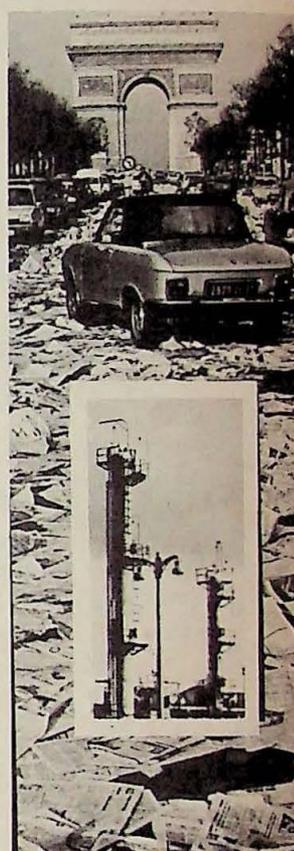
Tribune de l'autogestion

Appel politique aux techniciens. *Pierre Garrigues* p. 20
La vidéo : pour retrouver la parole. *René Lanarche*

C'est aussi politique

Le théâtre des émigrés. p. 22
Propos recueillis par *E. Ertel*
La bête immonde. *Dominique Nores*
Défendre un théâtre qu'on tue. *Evelyne Ertel* p. 23

FÊTES DE L'ASCENSION : le prochain numéro de Tribune Socialiste paraîtra le vendredi 28 mai.



Publicité

DECOUVERTE ET CULTURE, LOISIRS

4, rue d'Aligre, 75012 Paris - Tél. 344-12-50

UN COMPROMIS HISTORIQUE ? Ne le ratez pas...

ITALIE 1976

- Au nord Bologne, Milan, Turin, Pise, Florence 7-28 juillet
 - Le chianti, la tour penchée... les autoréductions 3-24 août
 - Au sud La Calabre... à dos de mulet, au festival... dans la campagne agricole 9-30 août
- Vite... on se bouscule...

communiqué

L'Association *Les Amis du peuple sahraoui* rappelle ses objectifs : soutenir la lutte du peuple sahraoui pour la libération de son territoire et la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique. Dans ce but, l'Association entend développer les contacts avec les partis politiques et les syndicats, ainsi qu'avec les grandes forces spirituelles, morales et humanitaires pour assurer un large soutien à la cause sahraouie.

L'Association *Les Amis du peuple sahraoui* dont l'adresse demeure, 49, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris, se félicite de la création de comités de soutien à la lutte du peuple sahraoui et en souhaite le développement afin de multiplier les actions militantes. L'animation et la coordination de ces comités s'effectue à partir de l'adresse suivante : BP 236, 75264 Paris Cedex 06.

L'Association *Les Amis du peuple sahraoui* n'a participé en aucune manière à la préparation du meeting annoncé pour le 17 mai à Paris, celui-ci étant l'œuvre des comités de soutien.
Paris, le 13 mai 1976



Les ondes de choc provoquées par la crise de mai 1968 se répercutent avec une force encore avivée aujourd'hui. Et l'on assiste à une contestation de l'intérieur des structures de l'appareil d'Etat.

Le sacro-saint argument de la raison d'Etat, qui suffisait naguère à étouffer toute recherche légitime d'explication, sinon de contestation du désordre établi, est en train d'en prendre un coup. C'est ce thème de la raison d'Etat, paravent de l'intérêt de la classe dominante que le comité de rédaction de TS a choisi de traiter, cette semaine. Les partisans d'une stratégie d'unité populaire pour l'autogestion socialiste se doivent d'être attentifs à tous ces mouvements, d'autant plus importants qu'ils mettent en cause les aspects idéologiques et répressifs de la domination bourgeoise sur la France. D'où le choix de la une. D'où le choix de l'article de Christian Guerche sur la tentative de Chirac d'écraser toute presse d'opinion dans ce pays.

A propos de cette question fondamentale de la liberté d'opinion qui avait fait l'objet la semaine dernière de la contribution de Jacques Leroux, TS expose la réaction des journalistes et des hebdomadaires. Une autre raison d'Etat est aujourd'hui remise en question : il s'agit d'un pays qui se dit socialiste et a conduit, sous le règne de Staline, aux crimes que l'on sait. Léo Goldberg intervient sur un point d'autant plus capital que des communistes eux-mêmes, comme le philosophe Althusser, en viennent à cette constatation. Reste la colère des magistrats qui se sont réunis en congrès extraordinaire, le week-end dernier et qui ont, au sujet de l'affaire Ceccaldi, décidé le principe d'une grève de la profession, que l'ordre bourgeois déclare illégale. TS a demandé à Dominique Charvet, membre du Syndicat de la magistrature, d'exposer son point de vue sur la contradiction entre les principes proclamés par un système social et des pratiques faites au nom d'une certaine loi. Sur le fond de l'affaire qui occasionne le « déplacement » de Ceccaldi, TS publie en exclusif le rapport explosif du racket pétrolier dont seul quelques éléments avaient jusque-là surnagé à la surface de l'actualité.

éditorial

ni poissons rouges, ni poissons pilotes

LE congrès de Dijon du Parti socialiste a donné l'image d'un parti de plus en plus sûr de lui et dominateur. D'un grand parti reproduisant en son sein la structure de classe de la société française. Du parti surtout de cette nouvelle bourgeoisie qui cogne de plus en plus impatiemment à la porte du pouvoir.

Tout étant joué à l'avance pour le vote de la motion sur les municipales — le comité directeur avait, unanimement, tout réglé — le congrès s'amusa, dans les couloirs et dans les bons restaurants de la ville : on parlait numéros de circonscription dès les œufs en meurette, répartition des portefeuilles ministériels avec la sole bourguignonne, et même, le marc aidant, nouvelle fournée attendue de militants PSU au sein du PS (sic !)...

LES socialistes sont donc unanimes sur les municipales. Certains seront tentés d'ironiser sur le ralliement du CERES, et y verront l'attrait, décidément irrésistible, pour les fonctions gouvernementales. Mais il faut reconnaître au CERES le mérite de la constance dans l'analyse : ses dirigeants n'ont jamais caché qu'ils concevaient leur action comme impliquant la présence simultanée (et dialectique...) au gouvernement et dans le mouvement de masse ; le congrès de Dijon les aura au moins fait progresser sur l'un des plans...

Sur le fond, les décisions du PS traduisent certes un incontestable progrès par rapport à ce que fut la position de ce parti aux municipales de 1971 : on a tout de même assisté, pour l'essentiel, à un adieu au social-centrisme... Mais, il n'est pas besoin d'insister longuement, à notre tour, sur les zones d'ambiguïté de la motion de Dijon : celle-ci donne tout loisir aux sections et fédérations du PS de négocier à leur guise, alors que les travailleurs de ce pays étaient en droit d'attendre plus de clarté dans la définition nationale d'une stratégie. Il reste qu'à partir de ce congrès clair-obscur, les militants des forces populaires pourront faire pression sur les sections socialistes réticentes pour leur rappeler que, de l'aveu même de leur premier secrétaire, « il n'est d'alliance qu'à gauche ».

LES propositions du PSU ont fait l'objet, à la tribune de Dijon, d'étonnants propos de quelques cheveu-légers « conventionnels », notamment de Jean-Paul Bachy, qui s'était déjà signalé récemment par d'étonnantes analyses poignardant dans le dos la lutte des Lip : cette fois-ci, le délégué du PS à l'emploi s'est employé à faire aux sections PSU qui accepteraient de passer sous les fourches caudines du Programme commun, des propositions de... front unique à la base ! Si le projet, aussi dérisoire que scandaleux, a au moins le mérite de la franchise, notons l'absence, dans ce débat, de tout porte-parole des supporters de Michel Rocard. Alors que notre ancien camarade Patrick Viveret avait, dans le dernier numéro de *Faire*, apprécié de manière intéressante et positive l'intérêt stratégique des propositions du PSU à la gauche, le courant auquel il appartient avait courageusement — et collectivement — décidé, à Dijon, une tactique éloquent : le silence.

La motion adoptée par le congrès du PS réclame « un accord clair et public sur un programme municipal local » et précise que « cet accord s'inscrira dans les grandes orientations du Programme commun de gouvernement qui, seules, sont de nature à fournir aux communes des moyens correspondant à leurs responsabilités » et qu'« il garantira la démocratie totale ».

Une convention se réunira en octobre pour adopter un programme municipal. Tout cela reste soigneusement dans les généralités. Qu'en sera-t-il, par exemple, des dispositions du Programme commun concernant les collectivités locales : feront-elles l'objet d'une discussion détaillée — ce qui ne manquerait pas d'intérêt — ou s'en tiendra-t-on à ces « grandes orientations » ? En tout cas, les militants de notre parti sont particulièrement fondés à faire avancer leurs propositions unitaires, en les appuyant sur la discussion de notre projet de charte municipale, qui explicite et concrétise ce que pourrait être une pratique démocratique réelle au niveau local.

LES élections municipales marqueront une étape dans la préparation de l'avenir politique de la France. Jean-Pierre Chevènement n'avait pas tort, à la tribune de Dijon, de penser que l'enjeu pour les socialistes était de rassembler de larges couches du peuple français. Nous disons nous-mêmes, inlassablement, que le passage au socialisme ne peut résulter que d'un large accord populaire : c'est là le sens de notre stratégie d'unité populaire, fondée sur la vocation de l'ensemble des couches populaires à rejoindre le combat de la classe ouvrière. Mais cela, cher Chevènement, ne peut se faire dans la confusion, mais exige au contraire une ligne politique claire, et non une ligne de compromis, de plus petit commun multiple entre les organisations patentées de la gauche électorale.

POUR nous, cela suppose à la fois la recherche constante de l'unité d'action des organisations et l'autonomie de notre réseau militant et de notre stratégie : l'une et l'autre sont fondamentales par rapport à une expérience gouvernementale de gauche. Certains — jusque dans les rangs du PSU — craignent que notre immersion dans l'unité ne finisse par nous noyer. C'est le contraire qui est vrai : conscients d'être pleinement au service des travailleurs, nous devons être dans l'unité comme des poissons dans l'eau. Mais il ne s'agit pas de devenir les poissons pilotes de l'une ou de l'autre des grandes forces de la gauche.

Nous devons en même temps développer notre capacité permanente d'intervention stratégique autonome. Ce n'est pas simple, dira-t-on ? Mais qui prétend que la construction du socialisme par les travailleurs est un enjeu plus simple qu'une simple victoire électorale de la gauche ?

Ce qui est sûr, c'est que la période qui s'ouvre, où l'on nous reprochera tour à tour notre autonomie et notre attitude unitaire, exige de nous une exceptionnelle rigueur politique.

Gilbert HERCET ■

les états généraux pour l'autogestion socialiste

La réunion des secrétaires fédéraux qui s'est tenue le 16 mai à Paris, a fait le point sur la préparation des états généraux pour l'autogestion socialiste qui doivent se réunir les 3 et 4 juillet. Une série d'initiatives ont déjà été prises ou sont en cours de réalisation. Au niveau de nombreuses sections et fédérations des contacts sont établis avec des organisations de masse ou des militants. Des carrefours sont organisés sur le cadre de vie, le thermonucléaire, l'emploi, l'école, la santé, l'armée, Eglise et lutte de classes, la culture, les paysans, les minorités nationales, etc.

Au plan national, pour l'ensemble des carrefours, des contacts sont pris avec les organisations concernées et des personnalités. Des rapporteurs

présentant, le cas échéant, des points de vue différents sont prévus pour introduire les discussions.

La réunion du 16 mai témoigne de l'intérêt suscité dans le courant autogestionnaire, parmi les militants qui luttent sur tous les terrains pour le contrôle ouvrier et populaire, par l'initiative des états généraux. Elle montre aussi que le travail de préparation doit se généraliser et se développer pour assurer à cette manifestation tout le retentissement qu'elle doit avoir, étant donné son importance dans la conjoncture politique actuelle.

Où va la France ?

L'affaire Ceccaldi

En refusant de céder aux pressions et aux menaces de Lecanuet, Etienne Ceccaldi ne fait que défendre courageusement les principes d'indépendance et de service public sur lesquels la bourgeoisie française prétend depuis plus d'un siècle organiser son administration. Ces principes, le pouvoir les tolérait quand ils n'avaient d'autre but que de camoufler le fonctionnement de classe de la justice et, plus largement, de l'administration. Il ne peut plus les supporter dès lors que les fonctionnaires, en les appliquant au pied de la lettre, font clairement apparaître les intérêts réels dont il est le représentant.

La multiplication des mutations autoritaires, des sanctions et des menaces plus ou moins directes à l'encontre de fonctionnaires trop scrupuleux manifeste la volonté du gouvernement d'imposer par la contrainte une allégeance que son comportement au service des intérêts capitalistes lui aliène. Elle caractérise la crise d'hégémonie qui atteint aujourd'hui la bourgeoisie française.

Quand dans les entreprises les travailleurs remettent en cause la dictature du capital, quand dans l'ensemble de la vie sociale les masses populaires contestent la logique du profit et les tabous de la hiérarchie, il est inéluctable que les fonctionnaires commencent à s'apercevoir que le « service public » au nom duquel on leur demande d'agir n'est pas le service du peuple.

Le 9 mai 1976, paraissent deux décrets au *Journal officiel*, l'un nommant Michel Jeol, sous-directeur au ministère de la Justice, comme substitut général à Paris (Michel Jeol est membre du Parti socialiste et du Syndicat de la magistrature), l'autre déplaçant Etienne Ceccaldi de son poste de substitut à Marseille à celui de procureur de la République de Hazebrouck : Etienne Ceccaldi a « sorti » l'affaire des pétrouliers.

En quelques semaines viennent de se préciser trois des thèmes autour desquels risque de se jouer beaucoup de choses dans les mois à venir aussi bien dans la classe politique que dans l'opinion publique : la sécurité, les libertés, la libération.

la sécurité de l'ordre établi

Alors que M. Marcellin, depuis 1968, attendait pieusement la révolution tous les vendredis soirs au Quartier latin et y disposait toutes ses troupes, M. Poniatowski a pris conscience de ce qu'il s'agissait en réalité d'une attitude d'assiégé — défensive — et a cherché à reprendre l'offensive. C'est ainsi que se sont multipliées les interventions baptisées « coups de poing », « vacances tranquilles », « métro » dont toutes affichaient comme objectif l'amélioration de la sécurité.

On a assez dit, ici et ailleurs, et des policiers en conviennent eux-mêmes, le peu d'efficacité de ce type de pratiques ; d'autant plus qu'an-

noncées à grands sons de trompe, ces opérations ne laissent guère exposé que le menu fretin. En revanche, elles ont recommencé à habituer à la surveillance et au contrôle, en tous temps et en tous lieux car — et c'est là qu'a été trouvé opportunément le relais — il ne s'agissait plus de rechercher des révolutionnaires mais des individus pouvant mettre en péril la sécurité des biens et des personnes : délinquants et déviants. A un tel objectif, surtout lorsque quelques faits divers retentissants et heureusement exploités permettent de l'asseoir de quelque crédibilité, rien ne peut résister.

Mais la sécurité, ce n'est pas que la lutte contre la délinquance. Dans le contexte de crise économique, toute la bataille idéologique menée par le gouvernement a consisté à canaliser un mécontentement propre à le mettre en cause vers ce qui remettrait en question l'ordre établi. Plusieurs démarches ont été accomplies dans ce sens. D'abord a été tenté (et peut réussir) l'amalgame de la délinquance et des luttes sociales. Le ministre de l'Intérieur en est d'ailleurs devenu le spécialiste — de façon quelquefois caricaturale : la dernière en date de ces manifestations, le 12 mai 1976, consistant à accuser des parlementaires opposants de soutenir « l'illégalité et la criminalité » parce qu'ils l'interpellaient sur des saisies effectuées aux sièges de journaux. Cet aspect risque de se développer si — comme en Italie — nous voyons se perpétuer une période de tension ponctuée d'attentats. Cependant, d'autres domaines risquent de devenir également des



Photo ADJA

E. Ceccaldi au Congrès de la magistrature le 16 mai 1976

enjeux de la doctrine de la sécurité. L'armée bien sûr. Le secteur de la production aussi et surtout.

« menaces », libertés et consensus

Pour mener à bien la lutte contre les « menaces » ainsi désignées, le pouvoir demande un renforcement de l'appareil répressif. C'est dans cette optique qu'ont été élaborés des projets de textes qui permettront de légaliser le contrôle d'identité, celui des véhicules, d'étendre de façon très vague la notion d'association de malfaiteurs, de poursuivre sévèrement les détenteurs d'« éléments d'arme » (sic), de supprimer de fait le gêneur qu'était dans la prison le juge de l'application des peines. Tout cela n'aurait qu'un seul objectif, celui de maîtriser la délinquance.

Pendant le même temps se développe un débat sur les libertés. D'abord mené par l'opposition dans l'élaboration du Programme commun, il est repris par chacun des partis sous la forme de chartes ou de commissions. Face à cette revendication, le pouvoir a créé lui-même une commission parlementaire chargée d'élaborer un Code des libertés. Ainsi l'on assiste à cette contradiction d'un débat public, officiel et académique sur les libertés, tandis que se mettent en place des outils qui risquent de leur être mortels. Là aussi les forces d'opposition ont la plus grande difficulté à trouver une cohérence. Entraînées dans une logique électoraliste et donc passiste, elles sont conduites à proposer des catalogues de vœux pieux alors que demain elles voteront — comme c'est arrivé pour le PS en Italie il y a six mois dans le débat sur la sécurité publique — les mesures qui les enchaîneront. Cette logique impitoyable ne pourra en effet pas être brisée si les forces d'opposition restent sur le terrain imposé par le pouvoir, qui est celui de l'aménagement du *statu quo* actuel : plus de « libertés » pour les bons, la sécurité contre les mauvais, c'est-à-dire l'élaboration d'un *nouveau consensus social*.

C'est cette tâche que s'est assigné prioritairement le giscardisme — et cela très précisément sur le plan des institutions et de la norme sociale. L'après 68 avait vu toute une série de luttes de libération portant sur le statut de catégories de population ou de situations sociales opprimées : les prisons, les femmes, les immi-

grés, les « fous ». Certains de ces fronts dits marginaux, d'abord réprimés pendant la période Pompidou, ont depuis peu obtenu sinon gain de cause du moins une sorte de consécration officielle par des réformes de fond : les nouvelles législations sur le divorce, l'avortement ; ou des gestes symboliques : création de secrétariats d'Etat aux « conditions » pénitentiaire, féminine. Or si l'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que sous l'aspect libéral de telles évolutions, se trouve souvent la tentative d'institutionnaliser ce qui est récupérable tout en accentuant l'oppression de ce qui est porteur de véritable changement.

pour la libération

Il en va de même sur les fronts principaux. D'une part on a vu se développer de nouvelles revendications et de nouveaux modes d'action, où en quelque sorte le souhait de libération est devenu de masse (Lip, les occupations d'usine, les grèves prolongées). D'autre part, cette remise en cause a gagné l'appareil d'Etat où est apparu le pluralisme des opinions et des pratiques sociales : le placement sous mandat de dépôt de trois employeurs en est un exemple mais les administrations financières en présentent d'autres et les luttes menées contre le conseil de l'Ordre des médecins sont également significatives.

Le pouvoir pour faire face — se préserver tout d'abord, reconquérir ensuite — consent au débat sur la norme sociale mais pour désamorcer ce que l'ancienne règle comportait d'explosif. En même temps, on s'efforce de reprendre en main ceux qui sont chargés d'appliquer cette norme sociale. Et pour certains comme les magistrats Jeol et Ceccaldi c'est le déplacement. Cette double démarche n'est même pas cachée, il suffit de lire l'analyse faite par la commission tricontinentale composée de dirigeants des plus grandes entreprises d'Europe, des USA et du Japon, publiée par *le Monde diplomatique* de mars 1976, dont il résulte que les sociétés démocratiques risquent de périr de trop de libertés. A moins de les dépasser par plus de libération.



Photo FRILET/SPR PRESS

presse : contrôle à la source et aggravation des charges

Le Monde, plus qu'un journal, une institution, est-il tombé aux mains de vilains gauchistes, qui se conduisent comme des voyous en chapardant des documents dans l'administration ? La campagne qui se développe depuis quelques semaines, ne vise pas que le journal fondé par Beuve-Méry. Ce que le gouvernement cherche, c'est à mettre au pas l'ensemble de la presse d'information et d'opinion. De contrôler de manière directe ou indirecte tous les médias.

Cela a commencé par un méchant livre de Michel Legris, *Le Monde tel qu'il est*. Cet ancien collaborateur du journal, s'inspirant des arguments les plus classiques de la droite anti-communiste, ne pardonne visiblement pas à Jacques Fauvet et à d'autres membres de la rédaction, de s'être prononcés pour l'union de la gauche. Alors il veut briser l'image de marque du journal, sa réputation d'honnêteté, d'indépendance et d'objectivité. L'argumentation est médiocre. Michel Legris règle des comptes, ragote, ne répond à aucun des problèmes que pose le système d'information, dans la France giscardienne. En fait, aggravant les pratiques instaurées par le gaullisme, le régime de libéralisme avancé exige en principe la rétention de l'information par l'administration. Mais se saisissant de l'occasion offerte par la publication du livre de Legris, la grande presse, ravie de pouvoir attaquer son éminent confrère, multiplie les commentaires défavorables.

Perdant un peu son sang-froid, la direction et la rédaction du *Monde* contribuent elles-mêmes, par un commentaire très « dignité offensée », au succès du livre.

l'affaire Simonnot

Peu après, un journaliste du *Monde*, Philippe Simonnot, qui avait

publié un article basé sur un rapport confidentiel interne au ministère des Finances faisant état d'ententes entre compagnies pétrolières contraires à la loi, se voit licencié par le journal. Personne ne conteste

l'authenticité du document. Ce qui est en cause dit la direction du *Monde*, ce ne sont pas les interventions, qu'au demeurant elle nie, de Jean-Pierre Fourcade demandant le licenciement de Philippe Simonnot. Non, selon Jacques Fauvet, cette décision a été prise parce que la manière dont Philippe Simonnot s'était procuré le document était déloyale. De plus, Simonnot n'avait pas prévenu la direction de l'origine de ses informations.

Le raisonnement paraît spécieux. Le véritable problème est de savoir si un journaliste qui apprend que la loi est violée par des compagnies pétrolières, comme le constate un haut fonctionnaire du ministère des Finances, a le devoir d'informer l'opinion publique de ces tractations. Ne pas le faire, c'est en fait couvrir ces pratiques. C'est admettre que le secret de l'administration l'emporte sur l'application de la loi. C'est se rendre aux mauvaises raisons d'un gouvernement qui se soumet aux intérêts des groupes pétroliers.

La réaction du gouvernement est significative de son état d'esprit par rapport aux grands moyens d'information.

la prise en main

L'attaque générale contre ceux-ci, et la volonté de contrôle qu'il manifeste, ces dernières semaines, sont l'objet d'un véritable plan.

La nomination d'André Mousset, jusqu'ici chef de cabinet de Ponia-towski, à la direction de la Sofirad, qui contrôle Europe n° 1, participe de la même opération.

attaquer à la caisse

Dans le même temps, l'annonce que la TVA sera appliquée aux périodiques va entraîner, pour tous les hebdomadaires d'opinion, et donc pour *Tribune socialiste*, un surcroît de charges très lourd. Le gouvernement sait parfaitement qu'en prenant cette mesure, il rend extrêmement difficile l'exploitation de nombre d'hebdomadaires. C'est la liberté de l'information qui est en cause.

Journée nationale d'action des journalistes

L'Union nationale des syndicats de journalistes (SNJ, CFDT, CGT, FO) explique dans un communiqué les raisons de la journée nationale d'action des journalistes du 21 mai prochain.

L'Union nationale des syndicats de journalistes (qui regroupe le SNJ autonome, la CFDT, la CGT, FO) appelle tous les journalistes de toutes les formes de presse (presse écrite, radio, télévision, agences), à faire grève vingt-quatre heures, le 21 mai. A cette occasion, ils organiseront à Paris un grand rassemblement où ils invitent le public à venir discuter avec eux, de 14 heures à 20 heures, à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau. Des initiatives du même genre sont prévues pour le même jour dans d'autres villes.

Pourquoi ce mouvement ? Savez-vous que :
Sur les treize mille journalistes de France, un sur sept est au chômage (et touche d'ailleurs des allocations de chômage diminuées de 30 %) ;
Le barème de début d'un journaliste varie de 1 501 F à 2 004 F ;
Dans certaines rédactions, des journalistes font régulièrement des semaines de cinquante à soixante heures de travail ;
En province, un rédacteur « détaché » seul en poste doit être disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre...

Le patronat de la presse fait traîner la négociation de la convention collective depuis plus de cinq ans et refuse toute amélioration sérieuse. Il n'accepte pas qu'un journaliste puisse refuser d'écrire des contre-vérités ;

En luttant pour leurs revendications, les journalistes défendent aussi des droits élémentaires des citoyens.

Le pouvoir ne se borne plus à rendre très difficile l'accès à la source des informations sur sa propre politique dans tous les domaines. Il entend faire mieux : il veut supprimer tous les journaux qui manifestent l'opposition d'une part croissante de l'opinion publique.

On comprend mieux ce que Giscard d'Estaing voulait dire quand il demandait aux ministres de ne pas entretenir une campagne électorale permanente dans le pays. La meilleure manière d'éviter que celle-ci ne se développe, c'est de supprimer tous les supports qui permettent à une opinion de s'informer et de comprendre. Il vaut mieux qu'elle se contente de l'information donnée par le seul gouvernement dans les radios et à la télévision.

tutelle renforcée à la télévision

Car c'est un secret de polichinelle que de dire que le gouvernement exerce une pression de nouveau très forte sur les trois chaînes de télévision, pour que commentaires et informations fassent une beaucoup plus grande place à la défense et à l'illustration de la politique gouvernementale et réduisent à la portion congrue les explications et les apparitions à l'antenne de l'opposition.

Le nouveau projet de loi du gouvernement concernant le régime fiscal de la presse mettrait en péril l'existence de tous les hebdomadaires et mensuels d'information politique.

L'énorme augmentation des taxes qu'ils paieraient entraînerait dans les prochaines années la disparition d'un grand nombre d'entre eux et freinerait la création de nouveaux périodiques.

Les journaux politiques, quelles que soient les opinions qu'ils représentent, sont indispensables à l'exercice de la liberté d'expression et du droit à l'information des citoyens.

Formellement opposés au projet du gouvernement, les journaux suivants ont constitué une association de la presse périodique politique. Elle est ouverte à tous ceux qui participent au débat démocratique en apportant à leurs lecteurs une information générale, à la fois politique, économique, sociale et culturelle, qui constitue la part la plus importante de leur surface rédactionnelle.

Le Canard enchaîné ; France nouvelle ; L'Humanité dimanche ; Minute ; le Nouvel Observateur ; le Point ; Politique hebdo ; Réforme ; Témoignage chrétien ; la Terre ; Tribune socialiste ; l'Unité ; Valeurs actuelles ; la Vie catholique ; la Vie ouvrière.

Reste à s'interroger sur les raisons des patrons de quotidiens, et de leurs représentants syndicaux, d'accepter cet ensemble de mesures. Les syndicats des journalistes devront sans doute, dans les semaines qui viennent, ne pas se borner à poser des questions.

Il faudra bien intervenir de manière offensive, si l'on veut que les journalistes puissent exercer dans des conditions correctes leur métier.

Il faut donc sortir des revendications purement corporatives, concernant la grille des salaires, et faire apparaître qu'en aucune manière les journalistes ne sauraient s'intégrer à un système d'information qui relève des relations publiques au service du gouvernement.

Christian GUERCHE ■

que va faire la gauche au pouvoir ?

Dans les articles précédents, il s'agissait d'examiner, dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, l'attitude des différents courants du PS à propos de l'actualisation du Programme commun. Par la suite, Yvan Craipeau a prolongé sa réflexion en essayant de révéler les intentions d'un PS arrivé à la barre. Cette semaine l'auteur analyse dans cette perspective la position du PCF.

En apparence, le PCF prend une attitude tranchante : Giscard devra « se soumettre ou se démettre », former un gouvernement de gauche ou démissionner. Mais ce sont là des rodomontades puisque Giscard est décidé à faire appel à Mitterrand afin d'aider le gouvernement à évoluer dans ses eaux.

que fera le PCF ?

Si le PS réussit à imposer sa politique, le gouvernement de gauche n'apportera pas plus de bouleversements dans le pays que le gouvernement PS, PC, MRP en 1945, le gouvernement Wilson en Angleterre ou le gouvernement Schmidt en Allemagne. Mais les jeux ne sont pas faits.

Il doit compter d'abord sur la résistance du PCF. Celui-ci ne peut accepter sans rechigner l'alignement sur les social-démocraties du Nord, la politique de défense axée sur la force de frappe, ni surtout la remise aux calendes grecques des nationalisations sur lesquelles se fonde son projet ultérieur de capitalisme d'Etat.

C'est pourquoi les travaux de la commission du programme sont dans l'impasse. Après le séminaire du château de Seillac son inquiétude va grandir, il ne peut pas s'associer facilement à une politique d'austérité dirigée contre les travailleurs sous peine de mettre en danger sa base sociale. Il ne peut pas non plus voir que cette politique mène logiquement à son éviction du pouvoir.

Son alliance sera de plus en plus conflictuelle. Mais que peut-il faire ? Il a échoué dans son projet d'élargir l'union de la gauche à une importante force gaulliste capable d'établir un contrepoids anti-européen et anti-atlantiste. Son aout c'est la puissance de la CGT. Il l'utilise aujourd'hui pour intégrer quelques-unes des revendications ouvrières dans le programme gouvernemental. Il l'utilisera demain sans doute pour exercer une pression sur le gouvernement et tenter de « déborder les socialistes » (aussi se fait-il accuser de « semer les illusions »). Mais sa marge de manœuvre est étroite, il craindra de mettre en mouvement les masses populaires qui risqueraient de le « déborder » à son tour. En effet, il se place lui-même sur le même terrain que la direction du PS : celui de la paix sociale et d'un gouvernement de gestion. C'est pourquoi il doit faire contre mauvaise fortune bon cœur. Les dirigeants du PS laissent clairement entendre qu'il lui faudra mettre les pouces.

Mais un autre danger menace leur projet de paix sociale : rien ne ga-

rantit que les masses populaires se laisseront dépouiller de leurs espoirs et de leur victoire. Que Mitterrand et Rocard le veuillent ou non, les élections opposeront deux blocs, la gauche et la droite, entre lesquels il n'existe plus de forces intermédiaires. Les travailleurs qui voteront pour la gauche voteront contre la politique de la bourgeoisie et pour un changement de société. Au lendemain de leur victoire contre Giscard, accepteront-ils de se contenter de réformes à la Giscard, faites sous sa houlette et d'un nouveau plan de restructuration ? N'auront-ils at-

les nécessaires audaces de Louis Althusser

Etait-il imaginable que Georges Marchais et Valéry Giscard d'Estaing, avec leurs gros sabots, dissertent sur la dictature du prolétariat, sans que Louis Althusser ne dise son mot sur cette « question brûlante du marxisme » ? Evidemment non.

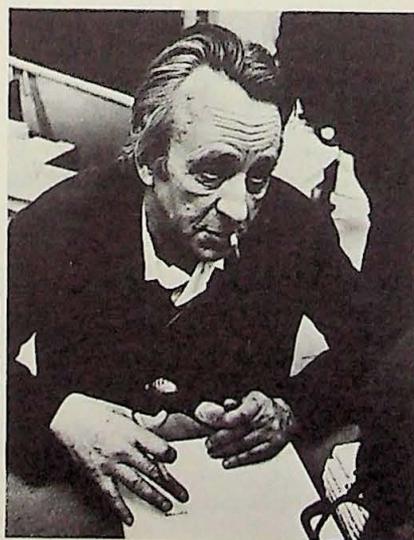


Photo Didier MAILLAC

Etait-il concevable que la direction du PCF poursuive ses critiques des pratiques répressives mises en œuvre en URSS, sans que le philosophe communiste ne souligne le silence qui, lui, dure toujours sur la nature même du stalinisme ? Encore non, bien évidemment.

Remarquable retournement des choses : l'irruption éphémère de Georges Marchais et du bureau politique du PCF dans le magasin de porcelaines de la Théorie contraignent le sourcilieux et prudent gardien de ces hauts lieux à descendre dans l'arène politique et à mettre — enfin — les pieds dans le plat.

Mais l'intervention d'Althusser reste encore marquée du sceau de la

tendu si longtemps que pour être invités à faire les frais de la crise économique de la bourgeoisie ? Ne profiteront-ils pas de leur victoire comme en Juin-36 pour assurer leur revanche sur le patronat et prendre leurs affaires en main ?

les masses populaires laisseront-elles faire ?

Les dirigeants socialistes sont conscients de ce « danger » d'une « gigantesque confrontation sociale ». C'est pourquoi il leur faut contrôler les syndicats. C'est maintenant que prend tout son sens l'opération des « Assises » pour contrôler la CFDT. Mais précisément, elle est bien loin d'avoir connu un succès total.

De ce point de vue, l'intervention de Robert Chapuis est significative. Au PSU, après l'avoir approuvée, il avait expliqué la puérilité d'une stratégie de débordement. Au séminaire de Seillac « M. Chapuis a insisté sur la nécessité de renforcer la formation des cadres intermédiaires du parti en soulignant que leur rôle serait décisif si, une fois parvenu au pouvoir, le PS devait faire face à une tentative de débordement gauchiste ».

La direction du PS n'a pas retenu ses précieux conseils : au PS les « cadres intermédiaires sont à gau-

che », il n'est pas question d'augmenter leurs responsabilités, d'autant que pour les « former » il faudrait leur expliquer que la politique gouvernementale n'est qu'une tactique de prudence, que les objectifs réels sont radicalement autres. Les cadres intermédiaires tendraient inévitablement à déborder à leur tour le gouvernement. Le PS préfère compter sur ses notables.

Tout ce qu'il peut espérer c'est neutraliser les révolutionnaires. On peut parier qu'il s'y essaiera en leur faisant miroiter quelques avantages immédiats. Si tel est le cas, le PSU entendra bientôt le chant des sirènes.

Bien entendu nous laissons à Robert Chapuis la responsabilité des projets dont il gratifie les révolutionnaires. Si par « débordement » il entend surenchère, telle ne sera certainement pas la stratégie des révolutionnaires conscients. Ils ont bien autre chose à faire. C'est ce que Michel Mousel a résumé lors de l'émission télévisée du PSU : « Le pouvoir est à prendre partout. Cela suppose d'abord de chasser la droite... mais aussi de préparer dès aujourd'hui ce qui fera que demain nous pourrions prendre vraiment en main notre destin. Ce combat c'est ce que nous appelons le combat pour l'autogestion ».

Yvan CRAIPEAU

maintient le silence sur ce qu'a été et ce que demeure le stalinisme ?

Comment dire ce qu'est la dictature du prolétariat sans dire ce qu'elle n'est pas ?

Voilà donc Louis Althusser contraint à « affronter l'analyse marxiste de cette gigantesque erreur, enterrée, après ses millions de victimes, dans le silence d'Etats » (1), qu'a été le stalinisme dont les pratiques non analysées « poursuivent tranquillement en URSS et ailleurs leur carrière historique ».

« Quels sont donc les rapports sociaux qui constituent aujourd'hui la formation sociale soviétique », se demande, sans y répondre, le philosophe communiste, posant ainsi la seule vraie question.

On est loin de « l'hypothèse évoquée » de la « réponse à John Lewis », selon laquelle le stalinisme serait une « déviation économiste ». Et Althusser est bien obligé de reconnaître que la version dominante du marxisme, celle de « l'apologie du fait accompli » et de la « glorification du fait existant », est un adversaire autrement redoutable que le « couple économie - humanisme » qu'il pourchasse depuis quinze ans.

Les développements de la lutte des classes en France, la perspective, aujourd'hui crédible, d'une victoire des forces populaires, ont pour conséquence paradoxale d'ouvrir au sein du PCF un débat encore embryonnaire certes, mais qui peut être fécond, sur le socialisme.

A moins de rester confiné dans l'académisme des cercles de spécialistes, ce débat devra bien affronter les conceptions autoritaires et paternalistes qui, sous le couvert du léninisme, dominant depuis plus d'un demi-siècle le mouvement ouvrier, et imprègnent nombre de théoriciens marxistes, Althusser y compris.

Léo GOLDBERG

(1) Avant propos d'Althusser au Lysenko de Dominique Lecourt (Maspero).

briser la chaîne

Lip : des perspectives unitaires

Le patronat et le pouvoir claironnent à tout vent Lip c'est fini. Les lips, eux, ont voulu prouver le contraire. Les journées « portes ouvertes » des 8 et 9 mai, où de nombreuses entreprises en lutte étaient représentées (« Parisien Libéré », « Griffet », « Réo ») ont permis de vaincre l'isolement. Les 15 000 visites démontrent que les travailleurs de la région refusent les choix qui sont faits en dehors d'eux et contre eux. Les travailleurs de Palente se battent, non seulement pour eux mais contre la désertification de toute une région, en voulant lier leur lutte à celle de tous les travailleurs menacés dans leur emploi par la restructuration capitaliste.

Ils nous donnent des perspectives de luttes unitaires et globales contre le capitalisme. Leurs perspectives de nationalisation et de contrôle ouvrier fixent des objectifs qui donnent aux travailleurs en lutte l'espoir que les problèmes pourront se régler autrement que sur leurs dos. Nous avons demandé à Charles Piaget de tirer avec nous un premier bilan de cette nouvelle lutte.

T.S. : S'agit-il d'une revanche patronale ?

Charles Piaget : Je crois qu'il y a deux choses à la fois. Il y a, d'une part, Riboud-Gillet, les actionnaires qui ne veulent plus investir ; parce qu'ils ont des problèmes dans leur propre branche, parce que l'horlogerie nécessite des investissements soutenus, et qu'ils ont tiré un trait sur cette diversification là.

Et d'autre part il y a l'autre aspect que tu as raison de souligner : la revanche. On sait qu'elle existe. Toute une frange du patronat et de la majorité s'engouffre dans cette affaire pour essayer de régler les comptes avec les travailleurs, d'autant plus qu'un échec à Lip peut être un atout : si les travailleurs arrivent à un résultat qui ne correspond pas à la logique capitaliste, à la fatalité économique, c'est un échec des patrons. Mais dans le cas contraire...

T.S. : Cette offensive contre les Lips et le refus des investissements nécessaires à la marche de l'entreprise, signifient-ils le démantèlement de l'horlogerie et une prise en main de l'industrie horlogère par l'électronique USA ?

C.P. : Le fait de ne pas vouloir continuer, à Lip, qui est une entreprise assez intégrée, qui a des moyens technologiques importants, ne peut que signifier le peu de volonté de faire quelque chose pour l'horlogerie. Le reste de l'horlogerie est extrêmement morcelé. On compte près de deux cents entrepri-

ses dans le Haut-Doubs, et chacun sait que ce n'est pas à partir de cela que l'on peut s'en sortir. Le maire de Morteau, lui-même, déclarait récemment que sur les deux cents entreprises il faudrait des regroupements pour en arriver à une trentaine.

Avec une entreprise qui est la préfiguration de cela (Lip), on cherche à démanteler et à faire des petites entreprises. C'est bien la preuve qu'ils ne veulent rien faire pour l'horlogerie, que de l'esbrouffe et de la fumée ! Les électroniciens américains, eux, ont une politique plus planétaire, et ce sont les retombées qui arrivent dans la région.

L'armée briseuse de grève

Les travailleurs de l'entreprise Monin-Ordures-Services sont en grève depuis le 22 avril 1976. Le patron refuse d'appliquer les accords salariaux qu'il avait signés au début de l'année 1976. Il dit qu'il est prêt à augmenter les salaires en réorganisant le ramassage (licenciements). Les travailleurs répondent : Nous ne voulons pas de quelques-uns gagnant plus pendant que d'autres iront au chômage.

Depuis le 6 mai, la seule réponse apportée aux travailleurs (immigrés, pour la plupart), est la suivante : sur requête de M. Pradel auprès du ministre, les appelés du contingent sont employés à briser la grève. Et cela sous la protection des CRS.

La fédé du Rhône des APF appelle les travailleurs usagers à se solidariser avec les travailleurs en lutte de Monin-Ordures-Services et à accepter une gêne provisoire. Tous les travailleurs sont amenés à lutter tôt ou tard pour les mêmes raisons que ceux de MOS : contre le chômage et l'augmentation des cadences ; pour le plein emploi et de meilleures conditions de travail ; pour le maintien et l'augmentation du pouvoir d'achat.

L'unité des travailleurs-usagers qui luttent sur leur quartier et les travailleurs en lutte sur leur lieu de travail est l'outil de la victoire. Les militants du syndicalisme du cadre de vie mènent le combat sur le quartier.

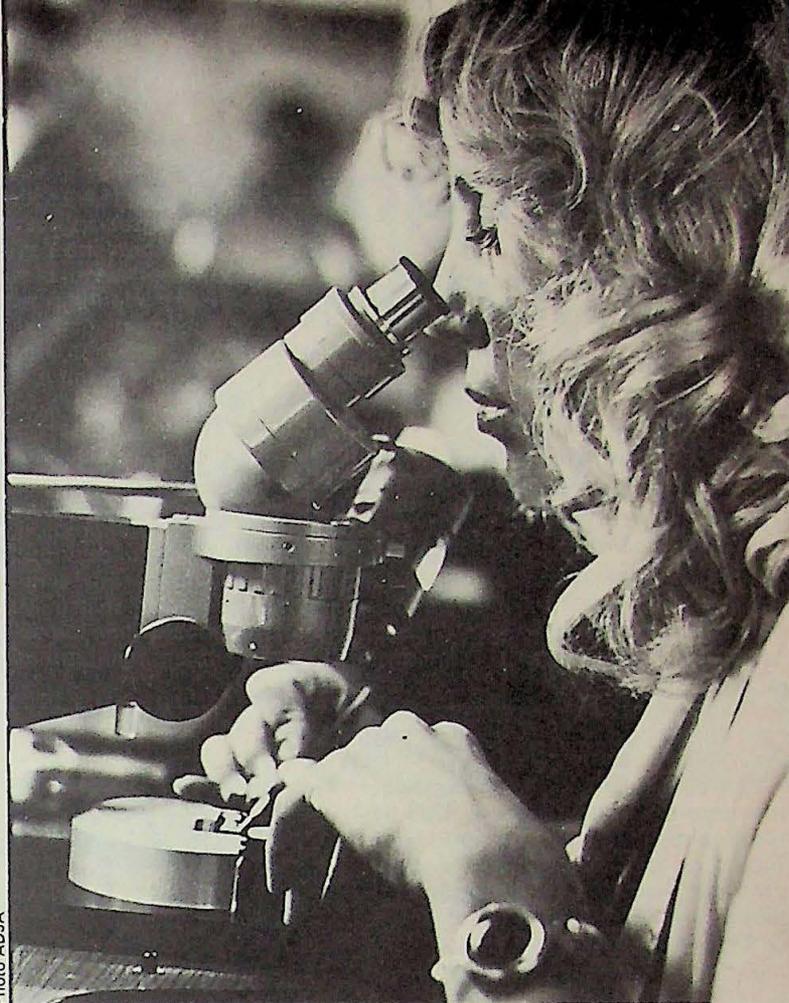


Photo ADJA

Ils n'ont pas une visée particulière sur l'horlogerie française. Ils attaquent massivement par cette mutation technologique, et ce sont les dégâts qui vont se faire sentir en Franche-Comté, essentiellement chez les travailleurs. L'horlogerie n'est qu'une des conséquences de l'industrie électronique. Ils diversifient la fabrication et leurs investissements. La France est une cible assez facile car elle est composée de PME qui ne peuvent pas riposter. Sans l'aide des pouvoirs publics, sans plan horloger français, elles sont démunies et trop faibles. La France telle qu'elle est bâtie, ne peut rien faire sans plan.

T.S. : Un plan de reconversion de Lip pourrait-il permettre une relance économique à la région ?

C.P. : Tout à fait. Une action volontaire à Lip pourrait avoir un rayonnement sur toute la région, à condition qu'on ne fasse pas quelque chose à Lip sans penser au reste.

On pourrait imaginer que deux ou trois entreprises de la région deviennent un pôle de globalisation de travaux qui seraient repassés en sous-traitance à des entreprises qui se reconvertiraient. Il faut, pour cela,

qu'il y ait dans la région, la réflexion, les études et le développement.

T.S. : La nationalisation ou régie nationale peut-elle être une solution ?

C.P. : On y pense très fort. On voit en effet, un patronat qui n'arrive pas à mettre en place une politique de sauvegarde de l'emploi. Lip a des possibilités importantes, armement, secteur d'étude (possible pour toute l'horlogerie). Lip pourrait être nationalisée, y compris dans une économie de marché. Lip pourrait servir de pivot au développement de la région.

T.S. : Si Lip était nationalisé, pourrait-on mettre en place des formes de contrôle des travailleurs, financier par exemple ?

C.P. : Oui, et pas seulement financier. Il faut aussi contrôler l'application du plan. Cela prendrait une autre importance. Mais nous sommes en économie capitaliste donc de concurrence, et certaines choses ne sont pas de notre domaine, mais de celui de la direction. Mais, il y a déjà beaucoup de choses à faire.

T.S. : Autour de quels moyens de combat Lip pense-t-il s'organiser ?

C.P. : On affirme : l'horlogerie est en crise, il y aura une stagnation de la production, il y aura une diminution des emplois.

La mutation technologique se fait mal. Il y a nécessité d'une diversification pour rompre avec la dangereuse mono-industrie qui caractérise la région. C'est ce qu'on va essayer d'expliquer, de montrer partout dans la région pour que tous les travailleurs victimes du système se joignent à nous.

Si l'on arrive à développer cette unité populaire, ce sera un élément de réussite de la lutte régionale. Il y a des luttes dans la chaussure, la métallurgie, le textile. Il faut coordonner ces luttes pour montrer la nocivité de la politique du pouvoir dans les régions. Il faut mener des luttes régionales et réfléchir à cette fameuse coordination nationale.

Propos recueillis par
Pierre REGNIER ■

bourgogne électronique thomson nouveau style

La direction générale du groupe Thomson n'a pas peur « d'innover » en matière sociale. Depuis six mois elle expérimente dans toutes ses filiales une nouvelle tactique pour résister à la pression des travailleurs en lutte : pas question d'accepter l'ouverture de négociations. Le patron de l'entreprise concernée fait le dos rond en attendant que les grévistes s'essouffent. Et si par hasard, le mouvement tarde à pourrir, ces patrons de combat nouveau style n'hésitent pas alors à employer des méthodes plus radicales : entrée en force dans l'usine, licenciements massifs des travailleurs grévistes.

C'est ce qui vient de se passer chez Bourgogne Electronique à Saint-Apollinaire dans la banlieue de Dijon. Les patrons de cette entreprise qui emploie 2 000 personnes ont licencié 23 travailleurs huit jours après avoir réussi à briser la grève.

Tout avait commencé cinq semaines auparavant. Un lundi matin, les travailleurs décident de se mettre en grève et d'occuper immédiatement l'usine. C'était la seule façon de faire véritablement pression sur le patron de la boîte, explique un ouvrier. Les grévistes mettent au point un cahier de doléances. Principale revendication : une augmentation uniforme des salaires de 400 F. Chez Bourgogne Electronique, plus de la moitié des travailleurs, des femmes pour la plupart, gagnent entre 1 300 F et 1 500 F net par mois. Les grévistes réclament aussi une cinquième semaine de congés payés, une négociation sur la nouvelle grille des classifications, l'abandon de l'indice INSEE comme base de calcul des augmentations salariales annuelles. La direction de l'usine fait la sourde oreille. Mais, huit jours plus tard, elle explique aux grévistes qu'elle acceptera de négocier une fois l'usine évacuée.

Pas question répliquent les travailleurs convaincus que seule l'occupation de leur usine peut pousser la



direction à négocier. Celle-ci accepte en effet peu après de s'asseoir autour d'une table de négociations, à la mairie de Saint-Apollinaire. Le patron, Beauregard propose, après maints atermoiements, une augmentation uniforme de 60 F,

ainsi qu'une revalorisation salariale de 3 %. Les travailleurs réunis en assemblée générale repoussent ses propositions et continuent d'occuper l'usine.

La direction va alors une première fois essayer d'isoler les grévistes. Tout d'abord, en créant une association pour la liberté du travail à laquelle vont adhérer des cadres de

hissent l'usine après avoir cisaillé le grillage qui entoure l'entreprise.

A la fois fatigués et surpris, les 300 occupants n'ont le temps ni de réagir ni de faire appel aux autres travailleurs. La direction retrouve le commandement de l'entreprise. Le travail reprend. Et une semaine après, le directeur du personnel annonce le licenciement de 23 travailleurs (7 délégués du personnel, dont le délégué syndical CFDT, ainsi que le délégué syndical CGT). Au même moment, pour mieux faire passer la pilule, la direction accorde en toute hâte quelques augmentations dans certains ateliers.

Au comité d'établissement, où siègent cinq délégués CGT et deux délégués CFDT, les licenciements des six délégués du personnel sont repoussés par sept voix contre deux,

l'entreprise et quelques ouvriers isolés. Ensuite, en distribuant des tracts anti-syndicaux accusant des pires maux les responsables de la section CFDT de l'entreprise qui, il est vrai, se trouve à la pointe du combat.

la direction lâche du lest et contre-attaque

Rien n'y fait. Trois cents travailleurs continuent, à tour de rôle, d'occuper l'usine, soutenus par la grande majorité du personnel. Enfin, après cinq semaines de conflit, la direction fait de nouvelles concessions : une augmentation dans l'immédiat de 75 F suivie d'autres augmentations échelonnées sur l'année; la création d'une cinquième équipe de travail; l'ouverture de discussions sur la nouvelle grille des classifications...

Conscients des avantages extirpés, les délégués syndicaux demandent alors à la direction de l'entreprise de discuter des conditions de reprise : paiement des jours de grève, pas de répression contre les grévistes. Après une nuit houleuse de pourparlers, les patrons cèdent sur la plupart des points, en particulier l'absence de poursuites contre les grévistes. Une seule condition est posée : que l'entreprise soit évacuée. Dans la journée, l'assemblée générale des travailleurs en décide autrement. Furieuse, la direction de l'entreprise n'hésite pas un instant : le lendemain à l'aube, le patron, épaulé de deux cents cadres, enva-

celles du patron et du représentant des cadres. Mais, stupéfaction, le licenciement du septième délégué du personnel, Robert Vieillard, qui est aussi délégué CFDT, est voté par cinq voix contre quatre. Trois délégués CGT se sont... « trompés » dans leur vote. Dans l'usine, à Dijon même, c'est l'indignation générale. La direction, quant à elle, jubile. De leur côté, les Unions départementales CGT et CFDT publient communiqué sur communiqué dénonçant ces pratiques peu unitaires !

les travailleurs s'organisent

Maintenant, le dossier des licenciements est entre les mains de l'inspecteur du travail. Dans l'entreprise, la direction manie habilement la carotte et le bâton : petites augmentations personnalisées, mais aussi accélération des cadences et multiplication des mises en garde. En un mot : l'ordre règne.

Toutefois, les travailleurs semblent bien décidés à réagir. Déjà dans les ateliers, lentement, on prépare la réplique. Car personne n'ignore chez Bourgogne Electronique l'enjeu de la bataille : s'opposer dès aujourd'hui aux licenciements et aux brimades en instituant un nouveau rapport de forces dans l'entreprise, c'est déjà préparer les luttes de demain. « Les patrons de combat » de la Thomson n'ont pas encore gagné.

Martin TOUAN ■

non au boni

L'usine de Bagnères qui emploie 150 personnes, fait partie d'un ensemble comprenant une usine à Dreux (130 personnes) et une à Paris (80 personnes). Elles fabriquent du petit appareillage électrique. L'usine de Bagnères provient d'un transfert d'une entreprise plus importante de la région (Soule à Bagnères) qui emploie elle-même un millier de travailleurs. Ce transfert de Soule à Mang se traduit, quatre ans après, pour le personnel concerné, par une perte de salaire de 10 % environ, alors que la paye n'est déjà pas très élevée dans cette usine.

L'OS de chez Mang gagne 8,26 francs par heure, plus un boni de 5 % en moyenne. Le 10 mars, le personnel avait déposé un cahier de revendications en 10 points, qui devait permettre de rattraper ce retard inadmissible. Il réclamait également la suppression du travail au boni, avec intégration dans le salaire, que la prime du 13^e mois ne soit plus liée à l'assiduité et au boni, de plus un congé payé de deux jours pour les mères ayant un enfant malade. Après deux contacts avec un représentant de la direction, toutes ces revendications ont été repoussées. Seules ont été proposées des augmentations allant de 2 à 5,5 % suivant les catégories (44 centimes par heure pour tous).

Dans ces conditions, le personnel, abandonnant sa revendication initiale de 10 %, propose simplement une augmentation de 20 centimes non hiérarchisés en

plus des 44 centimes proposés par la direction, pour rattraper au moins les salaires de l'usine de Dreux. Pour soutenir cette nouvelle revendication, les travailleurs de l'usine font le 14 avril un arrêt de travail de sept heures. Apprenant le 22 que cette dernière revendication, pourtant bien atténuée, n'était pas acceptée, ils décidèrent, en assemblée générale, de poursuivre le mouvement pour obtenir une réunion avec le P-DG qui n'a pas donné signe de vie pendant 15 jours.

Le mardi 4 mai a eu lieu dans Bagnères une manifestation, avec la participation des travailleurs des usines Soule et BSL, qui a rassemblé un demi-millier de personnes dans une ville qui compte dix mille habitants. Le cortège s'est rendu à la sous-préfecture ainsi qu'à la mairie. La seule perspective est une réunion avec la direction prévue pour la semaine prochaine. ■

SNPA de Lacq une grève sans gréviste ?

Dans la période actuelle, un lock-out n'est pas un phénomène exceptionnel. Il revêt pourtant à la SNPA, à Lacq, une importance particulière. En effet, comme lors du conflit de Péchiney en 1973, la Direction a toujours prétendu qu'il n'était pas possible d'arrêter complètement l'usine, faute de quoi de nombreuses unités ne redémarreraient pas. Or, dans la nuit du 13 au 14 mai, la Direction a, en l'espace de 6 heures, purgé totalement l'usine et arrêté toutes les productions.

Il faut toujours avoir présent, quand on parle de la SNPA, l'importance capitale de cette entreprise semi-nationale (51 % des capitaux) et semi-privée (49 %), pour le département et la région. Elle emploie directement 4 400 travailleurs (y compris le siège social de Paris). Mais autour d'elle, s'est créé le complexe de Lacq, ensemble d'entreprises qui utilisent le gaz de Lacq (5 500 travailleurs), ou qui travaillent en sous-traitance pour la SNPA (3 000 salariés). En tenant compte de ceux qui sont dans les entreprises de service, on estime que les gisements de Lacq font vivre entre 45 000 et 50 000 personnes, que des villes entières (Mourenx par exemple) sont presque exclusivement habitées par ces travailleurs, que 50 % du fret du port de Bayonne est constitué par l'embarquement du soufre issu de Lacq.

Mais le gisement de gaz ne sera pas éternel. On sait que l'exploitation pourra se maintenir au rythme actuel (33 millions de mètres cubes par jour), jusqu'en 1983. Au-delà, le débit baissera jusqu'à épuisement total de la nappe. Mais le plus inquiétant est que, malgré les revendications, les actions et les propositions des syndicats et des partis, et en premier lieu de la CFDT et du PSU, la direction n'a rien fait pour préparer cette échéance. Aucune activité de diversification n'a été et n'est prévue.

Dans ces conditions, l'échéance de 1983 ne peut qu'être fatale pour les travailleurs de la Société, mais aussi pour la région tout entière. Le titre d'une série d'articles des groupes d'entreprise PSU du Béarn, publiés localement il y a quelques mois, résumait bien la situation : « Lacq : la lutte ou la valise ».

un plan hermétique

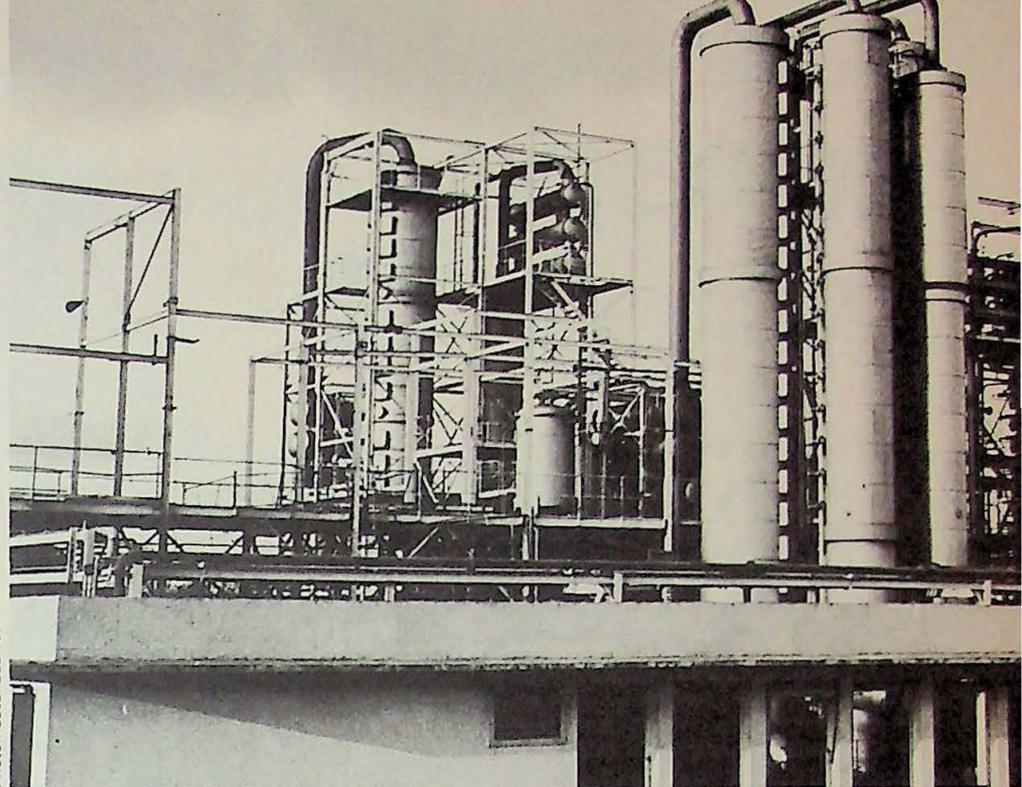
Le 13 janvier, la direction a fait connaître son plan de restructuration. Nous n'entrerons pas aujourd'hui dans le détail de ce plan, complexe et hermétique. Nous n'en retiendrons que l'essentiel. La SNPA et ELF-ERAP fusionnent leurs activités. Les différents secteurs d'activité, et le personnel, sont regroupés dans des sociétés de service, la politique étant définie par des holdings intermédiaires par branche d'activité. Cela signifie qu'en haut de la pyramide, il y aura l'ERAP, super-holding. En dessous, des holdings intermédiaires pour le raffinage, l'exploration-production (géologie), la chimie, la distribution, la pharma-

cie. Comme c'est toujours le cas, ces holdings n'utiliseront pas de personnel. Elles ne seront là que pour définir la politique de la branche et récupérer les bénéfices des filiales-sociétés de service dans lesquelles seront les travailleurs.

Pour la SNPA, cela se traduit dans l'immédiat par l'amputation de deux secteurs desquels on pouvait attendre une part de la diversification nécessaire à la relève de l'activité gaz : la pharmacie et la chimie. Mais nous sommes persuadés que ce plan de restructuration va se transformer en un véritable plan de démantèlement de la Société, les géologues étant regroupés ici, les chercheurs là-bas, l'informatique en un autre lieu, etc. Et en 1983, quand arrivera l'échéance, ce ne sera plus une société qui sera en place, mais une poussière de sociétés, n'ayant plus rien à voir les unes avec les autres, avec des statuts différents du personnel, et des buts différents. Il sera alors impossible de lancer quelque conflit d'envergure que ce soit.

une lutte bien adaptée

Elle est commencée depuis janvier. Sous des formes encore timides et avec bien des réserves et des contradictions au sein de certains syndicats. C'est ainsi, par exemple,



que la CGT qui est dans la lutte contre le projet patronal, n'a jamais voulu reconnaître l'existence du « groupe » (on entend par là Elf-Erap et leurs filiales). Cette attitude constitue un frein important pour la globalisation de la lutte et l'établissement de contacts avec nos camarades de la chimie, de la pharmacie et du raffinage.

Mais il faut aussi souligner les points positifs : la lutte est largement unitaire. Seuls les cadres de l'UCT ont flotté ces temps-ci, mais semblent, devant le coup de force du patron, revenir à des positions plus unitaires. Jusqu'à présent, l'action a été limitée soit à des mouvements de courte durée (grèves de 24 heures), soit à des mouvements tournants par établissement. Mais dans tous les cas, les travailleurs et les organisations syndicales ont exigé une baisse du débit de gaz traité. Et c'est là le point crucial pour la direction. Car lorsqu'on baisse le débit de gaz produit par l'usine, eux perdent de l'argent. Mais il est nécessaire que les postés soient à leur poste de travail, pour contrôler l'usine et assurer la sécurité. La direction doit donc les payer. Cette forme de « grève sans grévistes » qu'on expérimente depuis 1970, est insupportable aux yeux de la direction. C'est en grande partie elle qui a motivé le lock-out brutal du 14 mai et l'arrêt total de l'usine.

Il est toujours difficile lorsqu'on est au cœur d'une lutte d'en prédire l'issue. La nature du combat engagé rend encore plus délicate toute prévision. Les travailleurs de la SNPA se battent contre la multinationale Elf-Erap sur un problème de structure de société. Mais, et c'est sans doute là une grande faiblesse, il n'y a pas d'objectif intermédiaire. Par ailleurs, les pièges sont multiples : celui de séparer, par exemple, les travailleurs de l'usine — qui sont lock-outés et dont aux dernières nouvelles 150 environ d'entre eux seraient licenciés en début de semaine — de ceux des autres établissements, qui ne sont pour l'instant que grévistes par solidarité.

Mais nous avons retenu les leçons des luttes du Joint français, de Lip et d'autres entreprises. Notre lutte ne sera victorieuse que si nous savons mobiliser toute la région et intégrer très vite, dans le mouvement de soutien en particulier, les paysans travailleurs. Enfin, si comme nous le pensons, nous sommes partis pour un mouvement de longue durée, il faudra trouver les moyens de tenir tout en contestant de façon fondamentale le pouvoir patronal. Et il y a, dans la lutte des Lip de 1973, un grand nombre d'éléments de réflexion.

Secteur entreprise
PSU du Béarn ■

Montluel : une direction hystérique

Le Compresseur frigorifique de Montluel dans l'Ain, filiale de Carrier Corps, multinationale US, numéro un mondial de la climatisation, employait plus de 600 personnes... Après une première menace de 75 licenciements — suspendue grâce à la lutte des ouvriers — la nouvelle direction a repris l'offensive.

Des périodes de chômage très importantes sont mises en place (quatre fois quatre semaines au total), les horaires et les salaires de l'atelier fortement diminués (600 à 1 000 F par mois de perte !). La menace de 150 licenciements plane sur la tête des travailleurs.

Les organisations syndicales, CFDT, majoritaire, et CGT, exigent l'ouverture de négociations sur les salaires, les avantages supprimés, la garantie de l'emploi. La direction oppose un refus obstiné. Le lundi 12 avril, les sections syndicales donnent un ultimatum... qui restera sans réponse. Le personnel réagit

aussitôt et vote la grève avec occupation. Plus de 200 personnes sont d'accord dont la grande majorité des ouvriers. Les employés, moins concernés par les revendications, suivent peu... La direction fera le forcing pour les gagner à sa cause et diviser le personnel en deux camps.

Les grévistes se réunissent en assemblée générale au moins une fois par jour et prennent leur décision démocratiquement. Ils organisent l'occupation, la popularisation et le soutien financier.

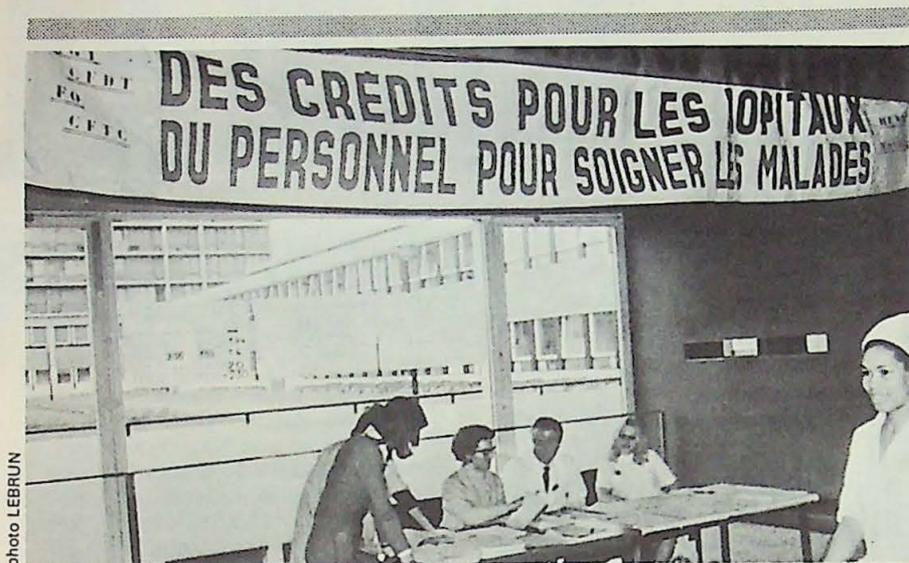
Côté direction, c'est le processus classique : assignation devant le tribunal des référés qui ordonne l'ex-

pulsion. Les grévistes décident de rester et une longue colonne de gardes mobiles vient prendre position devant l'usine... Au dernier moment, pour éviter l'affrontement, les travailleurs quittent les locaux. La direction adopte alors une attitude hystérique : mise à pied de tous les grévistes pour vingt-et-un jours ; convocation de tous à l'entretien préalable au licenciement ; demande au comité d'entreprise du licenciement de tous les délégués, soit trente personnes.

Mais c'est trop gros, trop énorme. ... Même les patrons de la commission de conciliation, réunie à Bourg-en-Bresse vendredi, désavouent la direction du Compresseur d'autant plus que les travailleurs ne désarment pas. La présence de la cellule PSU dans ce conflit est active.

Correspondant ■

on ne peut pas tout dire



l'hépatite, pourquoi ?

Nous ne voulons pas mourir au boulot. C'est ce que l'on entend au CHU Henri-Mondor. Depuis le début du mois de mai 1976, cinq cas d'hépatite virale ont été déclarés parmi le personnel hospitalier.

Ce sont les mauvaises conditions de travail qui ont conduit une laborantine de 27 ans à être hospitalisée dans un état critique à la réanimation. Les laborantines mangent souvent leur casse-croûte de midi sur la « paillasse » du labo ! Le problème de la sécurité se retrouve dans tous les services et ateliers, car aux « cadences infernales » s'ajoutent les restrictions en matériel (savons, gants...).

Depuis le 6 mai (journée nationale de la sécurité dans le travail), les travailleurs soignants d'Henri-Mondor, avec la CGT et la CFDT, sont en lutte pour obtenir : l'application de la circulaire « Protection contre l'hépatite virale » qui est inapplicable faute de matériel et de personnel ; des effectifs ; du matériel pour assurer une réelle protection de la santé des travailleurs soignants, des travailleurs malades.

Des assemblées générales ont décidé : de la réduction de l'activité avec lettre aux 900 médecins de l'hôpital ; d'établir des cahiers de sécurité où les manques sont consignés chaque jour, et la popularisation par tract aux visiteurs et aux autres hôpitaux.

Sont envisagées par la suite une conférence de presse, la réunion du CHS et l'extension de la lutte dans les autres hôpitaux de l'Assistance publique de Paris.

**Section PSU
Henri-Mondor**

Gonesse les malabars sévissent

Les travailleurs d'OTP, du groupe Rank-Xerox, à Gonesse dans le Val-

d'Oise sont en effet en grève depuis le 29 avril et réclament avant tout 300 francs pour tous et la révision des classifications. La direction ne veut, bien entendu, rien entendre... Grève, assemblées générales, occupation.

La détermination massive des travailleurs n'a d'égale que l'intransigeance du patron à refuser toute négociation. La direction prend la décision de faire évacuer les travailleurs par une quinzaine de videurs professionnels armés et accompagnés de six chiens dressés pour tuer.

La provocation ne jouera pas longtemps. L'unité a permis de mettre en difficulté le patron et ses projets. Depuis ce jour, l'offensive des travailleurs de chez OTP ne fait que croître. Ils sont aujourd'hui maîtres de l'usine, des stocks de papiers et des machines d'imprimerie... Ils ont fait du 8 et du 9 mai un week-end porte ouverte.

Thuir : soutien nécessaire

Depuis février 1976, les travailleurs du centre psychothérapique de Thuir (Pyrénées-Orientales) sont en lutte contre la restructuration, la privatisation de cet hôpital. Le pouvoir a choisi de « rentabiliser » ce gros outil anachronique qu'il a créé. A la volonté des travailleurs de refuser une politique de la santé basée sur le profit d'élaborer des solutions, d'ouvrir aux malades le ghetto qu'est ce centre, la direction et le sénateur-maire Grégory ont répondu par la répression.

Contre l'occupation, ils ont envoyé les flics. Aujourd'hui, ce sont vingt et un militants syndicaux qui vont passer en conseil de discipline avec risque de licenciement (douze CFDT, cinq FO, quatre CGT).

Malgré une série d'initiatives communes (gala de soutien, meeting), le front intersyndical CFDT-CGT-FO a été rompu. Par FO d'abord, puis la CGT ensuite. La CGT, après FO, ne reconnaissait plus

l'AG comme souveraine. La grève a donc été levée le 27 avril au matin. A l'unanimité moins deux voix, le conseil d'administration de l'hôpital a voté le conseil de discipline pour vingt et un militants le 26 avril.

La lutte a donc changé de nature. La section CFDT s'est engagée dans l'extériorisation du conflit (meetings, conférences de presse, pression sur Grégory (1), tracts, etc.). L'avenir du conflit passe par la nécessité de maintenir le rapport de force à l'intérieur de l'hôpital et de rechercher le plus large soutien à l'extérieur pour que le conseil de discipline soit nul dans ses décisions.

(1) Qui n'est pas socialiste contrairement à ce que nous avons dit dans TS n° 700, page 10.

non au cirque olympique

Un appel d'enseignants d'éducation physique circule pour dénoncer la course aux médailles et aux records ainsi que l'utilisation du « héros-champion » comme modèle pour la jeunesse.

Ces enseignants déclarent par ailleurs : ... *Ce n'est pas une éducation basée sur la violence contre son corps, contre soi-même, que nous voulons pour modèle. Ce n'est pas le dépassement de soi au prix de la souffrance que nous recherchons pour l'enfant, mais l'amélioration de la connaissance, de l'équilibre de son corps, de son être entier...*

... *Nous, personnels enseignant l'éducation physique, nous appelons les jeunes, les travailleurs et leurs organisations, à engager et approfondir le débat sur le rôle idéologique, social et politique des Jeux olympiques...*

De même que l'école ne doit pas être l'affaire des spécialistes, l'éducation physique, les loisirs corporels, doivent devenir l'affaire de tous les travailleurs. Dès aujourd'hui cette prise de position devrait permettre d'ouvrir une réflexion sur une autre éducation corporelle dans une société socialiste...

Pour signer ou faire signer cet appel, écrire à TS qui transmettra et qui reviendra prochainement sur ce thème.



à Gaillac (Tarn) 9 % pour la liste PSU-Lutte occitane

Une campagne positive...

La liste PSU-LO entraînée par François de Chanterac, paysan gaillacois, a certainement été le centre d'attraction de la campagne électorale des cantonales de Gaillac.

Les sujets abordés lors de la réunion publique démontraient le caractère très politique de cette candidature et permettaient à nos camarades d'expliquer et de développer les axes de la lutte du PSU et de Lutte occitane : problème de liquidation de la petite agriculture ; rôle de l'armée ; les dangers du nucléaire. La population vint plus nombreuse à cette réunion qu'à celle des autres candidats.



et des résultats en conséquence !

Cette même population a semble-t-il apprécié le sens de cette campagne puisque 700 voix ont été recueillies par de Chanterac (soit 9 %). Ces voix ont permis, au second tour, de battre le notable UDR Yrissou, par ailleurs maire de Gaillac. Lutte occitane se propose de renouveler cette expérience pour les municipales.

Peut-être une occasion de développer les thèmes de nos luttes et de faire progresser notre crédibilité dans cette région.

exclusif

le racket pétrolier

Le dossier ci-dessous est tiré d'un rapport du SRPJ de Marseille sur l'affaire des pétroliers. Nul doute qu'il soit remonté « en haut lieu », au moins jusqu'au ministre de l'Intérieur et au garde des Sceaux. Comparé à ce document, le rapport Schwartz, qui avait produit l'effet d'une bombe, devient une inoffensive bluette. Le rapport du SRPJ, appuyé sur les perquisitions effectuées au siège des compagnies pétrolières et, accessoirement, certaines enquêtes de la direction des Prix, établit clairement la matérialité des faits et désigne l'ensemble des responsables.

TS publie ce document pour deux raisons :

1. Nous n'avons pas l'habitude de jeter des fleurs à la PJ, mais pour une fois qu'elle s'en prend aux véritables malfaiteurs de notre société, ça mérite d'être souligné. A noter que la minutie et l'exhaustivité du rapport représentent un travail d'une qualité remarquable, malgré quelques naïvetés du genre : *la justification normale d'une hausse des prix résulte d'une tension entre les possibilités d'offre jugées insuffisantes et une demande jugée excessive...*

2. Il serait dommage qu'un tel document soit réservé à une clientèle trop restreinte... surtout au moment où l'on s'emploie à étouffer l'affaire. Il sera désormais certainement impossible de refuser de répondre à certaines questions, surtout au moment où s'engage l'opération Elf-Aquitaine alors que le groupe Elf apparaît, tout au long du document, comme particulièrement impliqué dans les manœuvres frauduleuses.

D'une manière plus générale, le rapport établit sans discussion possible que le système d'entente pour la hausse des prix pratiqué à Marseille n'était que l'application locale d'un mécanisme général, réglé au plus haut niveau par les P-DG des sociétés pétrolières et l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole, qui ont eu à connaître directement (*en appel* en quelque sorte) des difficultés créées en Provence par des interlocuteurs récalcitrants.

Le rapport comporte 320 pages. Nous en publions ici une synthèse illustrée de certains passages particulièrement saillants.

les faits

Le 2 juin 1971, M. Roger Bodourian, gérant de la SARL « Société d'approvisionnement et de groupements industriels et pétroliers » (SAGIP), déposait plainte, avec constitution de partie civile contre X... du chef de coalition en vue d'opérer la hausse des prix.

La SAGIP, créée en 1968 en vue de la revente en gros et au détail de tous produits pétroliers, espérait obtenir « une licence d'importation » au titre des attributions de l'année 1974.

La SAGIP se serait trouvée alors en butte à l'hostilité des sociétés pétrolières françaises qui, sous l'égide de la Chambre syndicale et du Comité du pétrole (1), aurait décidé « de modifier unilatéralement et brutalement les conditions pécuniaires consenties à la SAGIP, de façon à entraver son développement et à éviter que certaines sociétés de distribution ne consentent des conditions particulières à leur clientèle ».

La SAGIP aurait subi, de la part de cette coalition, des mesures discriminatoires : réduction des marchés, exigence de paiements anticipés, refus de ventes.

Cette situation aurait provoqué la mise en règlement judiciaire de la SAGIP, prononcée le 3 juin 1971.

Les villes de Marseille, Arles et Martigues, les SARL « Porcier » à Chorges, « Combustibles et carburants de France » à Manosque et « Crovetto » ont également déposé plainte, avec constitution de partie civile, des chefs d'entrave à la liberté des enchères, de coalition en vue d'opérer les hausses des prix ou de refus des ventes.

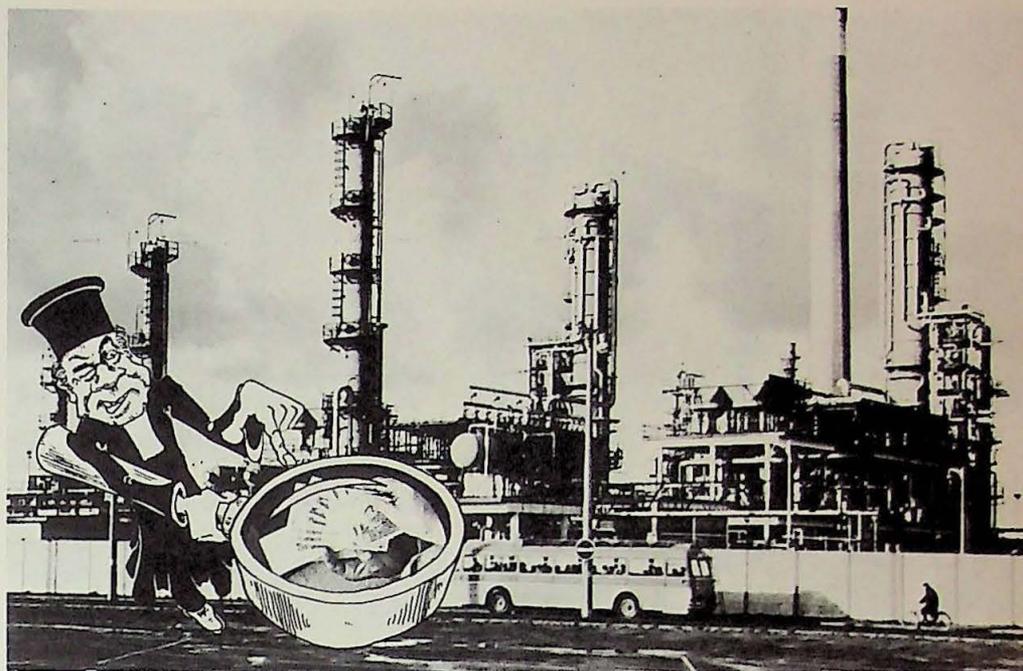
la coalition

L'enquête a démontré que les malversations invoquées par les parties civiles résultaient du système de coalition et de la politique définie par les sociétés : Elf, Antar, Total, Shell, Mobil, Fina, Esso et BP.

Avant 1968

Il est apparu, au cours de l'enquête, que des accords pétroliers nationaux attribuant des quotas de vente à chaque société de distribution, existaient depuis 1930 et permettaient une répartition du marché de la distribution entre groupes. Les

1. Lors d'une réunion, le 22 septembre 1970, à l'hôtel « Novotel » de Marignane.



quotas étaient fixés pour chaque catégorie de produits (essence, super-carburant, gas-oil, fuel).

Le non-respect des quotas entraînait le versement de compensations par les sociétés en avance sur leurs homologues.

Lors des années 1960, le système de quotas est amélioré par la réservation d'un certain pourcentage d'adjudications sur les marchés administratifs au bénéfice des sociétés en retard.

La politique des quotas était facilitée par la structure monopoliste du marché de la distribution des pro-

duits pétroliers : 86 % environ de ce marché est entre les mains des huit principales sociétés.

Après 1968

En 1968, le système des quotas, jugé insuffisamment efficace, est réaménagé de manière à permettre un relèvement des prix par la suppression des « ristournes ». Les mesures arrêtées lors des « tables » (réunions des délégués des firmes), visaient essentiellement le contrôle des sociétés indépendantes, l'attitude vis-à-vis des revendeurs, la fixation des marges.

1°)- L'objectif poursuivi :

L'objectif a été défini en Juin 1968 au plus haut niveau, c'est-à-dire, par les Chefs de Maison : "décision unanime de procéder à une rapide et brutale remise en ordre du marché par la suppression des ristournes" (cf. cotes 39 et 40 au scellé N° 9, et cote 51 au scellé N° 8 - communication de M. HAAS-PICARD en réunion des Directeurs Généraux, le 5 Juin 1968).

Dès le 7 Juin 1968, les Présidents ont décidé la mise en application, le 12 du même mois, des modalités de relèvement des prix mises au point par les Directeurs Généraux, les 6 et 7 Juin (cf. cote 41 au scellé N° 9).

.../....

- 23 -

La hausse des prix a donc constitué la raison même de la coalition.

Ainsi, de 1968 à septembre 1970, le relèvement des prix a été soustrait au jeu de la concurrence dans le plus

grand secret par entente directe entre les sociétés.

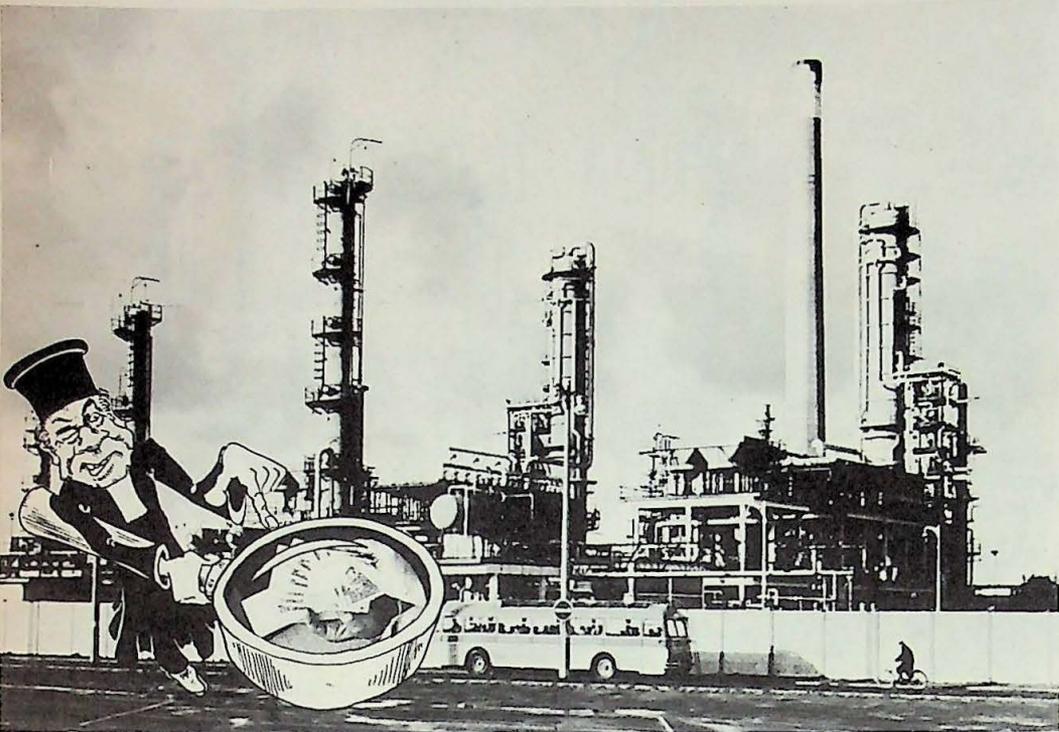
b) - Le secret était donc une condition essentielle à l'aboutissement de cet objectif et il a été requis à tous les échelons et pour les divers éléments de la coalition.

- Présidents-Directeurs Généraux : - les comptes rendus des réunions du Conseil de l'U.C.S.I.P. porte le timbre "confidentiel" et le laconisme de ces résumés rend leur étude difficile, sauf cas où la référence est reprise et le sujet de la réunion explicité dans d'autres documents.

- Directeurs Généraux et Directeurs Commerciaux : - circulaire RHIN & RHONE N° 65 C 69 du 19 Juin 1969 classée note confidentielle portant sur la réunion des Directeurs Généraux tenue au siège de l'U.C.S.I.P. le 10 Juin, ayant décidé en particulier la tenue de réunions à l'échelon local.

" Nous vous demandons toutefois d'être particulièrement prudents - Assistez personnellement - Montrez que vous avez été bien informés... - Indiquez que vous avez bien reçu de votre siège les consignes de la plus grande discrétion..."

"P.S. : Nous insistons sur la discrétion qui doit entourer l'ensemble de ces mesures. A votre échelon, vous devez en principe ignorer l'existence de contacts à PARIS" (cotes 85 et 86 au scellé N° 43).



- Remise en ordre du marché : Circulaire RHIN & RHONE du 12 Juillet 1968 :

" Strictement personnel et confidentiel : la présente lettre doit être considérée comme strictement confidentiel et ne doit être divulguée en aucun cas" (cf. cotes 95 et 96 au scellé N° 51).

- Réunions régionales : "Réunion confidentielle. Secret le plus absolu sur ces réunions : Informations doivent circuler dans le sens ascendant" (cf. cote 68, scellé N° 44, compte rendu de la réunion du Vendredi 21 Février 1969).

- Commissions régionales : "Il a été décidé d'un commun accord que tout ce qui se dirait autour de la table resterait strictement confidentiel, et ne serait rapporté dans chaque société que dans le sens de la hiérarchie... ascendante" (cote 76 scellé N° 44, réunion de la Commission F.O. du Jeudi 6 Février 1969).

"- Aucune convocation écrite et aucun compte rendu ne doivent être établis.

"- Interdiction de faire allusion à ces réunions vis-à-vis des Revendeurs et des clients.

"- Elles ne devront pas se tenir dans un lieu public, et jamais deux fois de suite au même endroit.

"- Aucun papier compromettant ne doit être mis en circulation, ni même classé dans un dossier.

"- La présence d'un observateur sera maintenue.

Cette politique relève d'une volonté des grandes firmes de contrôler la majeure partie du marché, de réduire l'importance et le nombre

des licenciés indépendants, des grossistes intermédiaires, des revendeurs libres.

2°) - L'ampleur des moyens mis en oeuvre :

Les moyens mis en oeuvre s'appliquent à quatre groupes de produits (essence + super - gas-oil - fuels lourds et léger - fuel-oil domestique) et à l'ensemble des relations commerciales :

" Ces mesures devront viser un relèvement définitif des prix, compatible avec la situation du marché et ne pas comporter de palier intermédiaire.

" Pour atteindre ce résultat, les mesures à envisager devront porter sur les points suivants :

- Changement de l'esprit qui anime actuellement les participants aux différentes "Tables".
- Mesures de contrôle des indépendants apparentés aux trois groupes français.
- Attitude à adopter vis-à-vis des revendeurs.
- Mesures à prendre concernant les prix à appliquer à la clientèle directe ; problème de la marge des produits blancs"

(cf. scellé N° 8 cote 51 - Réunion des Directeurs Généraux, le 5 Juin 1968).

"... pour les autres "nationaux", des contacts seront pris par ELF pour les Sociétés affiliées au groupe, par la C.S.D.P.P. pour les Sociétés indépendantes allemandes et italiennes, livra- cières de ces revendeurs, d'une part pour les informer des décisions et obtenir leur collaboration, d'autre part pour connaître leur position auprès de cette clientèle" (cf. cotes 26 et 27 au scellé N° 12).

La menace a joué pleinement à l'égard de certaines entreprises. La Société Rhin-Rhône, abondamment citée dans le rapport, choisit de ramper devant les exigences des gros, sachant que son existence en dépendait. Les témoignages des effets

de ce terrorisme économique sont multipliés. Ceci permettra d'appliquer les mesures de rétorsion à l'encontre des revendeurs en infraction avec les dispositions prises en matière de redressement du marché.

Tout un aspect de la coalition est sans doute resté ignoré des échelons terminaux : "Le but secret des accords est de réduire l'importance des licenciés indépendants, des acheteurs libres et des grossistes qui se sont établis sur le marché pétrolier entre le raffinage et les revendeurs, les grands pétroliers reprenant le plus possible le marché en direct".

" En ce qui concerne RHIN & RHONE, notre accord d'association avec ANTAR nous donne actuellement la garantie de notre existence" (scellé N° 43 - cote 10 - Réunion du 8 Novembre 1968 à ORLY - Exposé de M. DOISE, Directeur Général de la Société RHIN & RHONE).

l'organisation de la coalition

La coalition s'est exercée principalement dans le secteur de la distribution des produits pétroliers et s'est concrétisée au sein :

- du conseil d'administration de l'Union des chambres syndicales où siégeaient les P-DG des sociétés pétrolières ;

- à la Chambre syndicale de la distribution.

La coalition avait mis en place diverses instances, en particulier la table des marchés de gros, la table des marchés administratifs, la « table » des revendeurs, le bureau de répartition, la Commission nationale des revendeurs...

Chaque instance étudiait et arrê- tait l'application dans son domaine des objectifs poursuivis par la coalition :

la danse des Elf

Elf, seule entreprise totalement publique dans le secteur pétrolier, paraît jouer un rôle essentiel dans la « coalition » :

... Pour les autres « nationaux », des contacts seront pris par Elf pour les sociétés affiliées au groupe, par la CSDPP (Chambre syndicale des distributeurs de produits pétroliers) pour les sociétés indépendantes allemandes et italiennes (...), d'une part pour les informer des décisions et obtenir leur collaboration, d'autre part, pour connaître leur position auprès de cette clientèle (réunion des directeurs généraux, 22 août 1969).

Page 30 du rapport, Elf apparaît comme organisateur de la réunion régionale de Marseille.

Ce sont les régions de Toulouse et de Marseille qui suivent le mieux les directives données. Cette situation est facilitée par la position privilégiée de la Société Elf et par sa participation très active à la réalisation de l'objectif de la coalition (rapport, page 53). Sur la même page, on cite plusieurs occasions de décerner à Elf le prix de bonne camaraderie.

Elf est sans doute la société qui a donné les instructions les plus fermes... (rapport, page 55).

Afin de faciliter vos contacts avec les cofournisseurs, nous vous signalons qu'Elf-Union a été désignée comme chef de file (circulaire de la direction huiles, combustibles Rhin et Rhône du 27 mai 1970).

M. Cleret, représentant Elf-Union aux rencontres des directeurs généraux, apparaît comme délégué de l'échelon national aux réunions régionales de Marseille.

Le retard accusé par la Société Elf ne peut être dissocié de la position très ferme de cette société, favorable en 1969 et 1970 à l'application stricte des mesures définies dans le cadre de la coalition (rapport, page 157).

Elf, sinon ses filiales, paraît être à la tête de ce mouvement (circulaire Rhin et Rhône du 6 janvier 1969).

— La Commission nationale des revendeurs décide de la réduction des remises à consentir aux revendeurs libres par un redressement des prix et un partage strict des différentes clientèles entre les sociétés de manière à assurer à chacune d'elles une situation de monopole ;

— La « table » des marchés administratifs :

— répartit les marchés administratifs à soumissionner entre les sociétés ;

— coordonne les prix pour éviter de faire concurrence à la société choisie

pour enlever le marché : les sociétés proposent des prix juste un peu plus élevés que ceux présentés par l'attributaire de manière à contraindre l'administration à octroyer le marché à la firme préalablement désignée par la « table ».

Les villes de Marseille, Arles et Martigues ont dû subir ainsi des malversations dans leurs marchés de fourniture de gas-oil. *Participants à la table des marchés administratifs* : Antar, BP, Total-Cfd, Elf-Union, Fina, Rhin-Rhône, Shell, Ffc, Afip, Moris SA, Sipsec.

Les règles imposées en matière de marché administratif vont désormais être faussées non seulement par la répartition préalable opérée à la Table des adjudications, mais également par les prix que cette Commission est tenue d'appliquer en fonction des décisions prises par les échelons supérieurs de la coalition. Seul un simulacre de concurrence sera préservé par le biais de soumissions de couvertures non concurrentielles, mais suffisamment proches de la soumission de l'attributaire pour faire croire à l'obtention du meilleur prix.

" En ce qui concerne les adjudications, il conviendrait de faire savoir aux revendeurs intéressés par des marchés, qu'ils ne devront compter sur aucun soutien de notre part s'ils enlèvent une affaire sans autorisation... Nous vous demandons à nouveau de ne pas hésiter à prendre contact avec les confrères... Vous voudrez bien continuer à nous rendre compte des principales infractions que vous pourriez constater...." (circulaire N° 91 C/70 en date du 29 Juillet et adressée par la Direction Huiles / Combustibles de la Société RHIN & RHONE, à ses délégations régionales - cf. cote 14 au scellé N° 46).

" Nous avons rencontré, le Vendredi 21 Août 1970, M. EUVRIE, Directeur Régional de TOTAL-MARSEILLE et M. BOULAYA, Directeur Administratif du groupe CFR / CFD - MARSEILLE. Nous avons parlé de redressement de marché, M. EUVRIE essaie actuellement de diminuer les marges des revendeurs et de supprimer les remises aux consommateurs livrés en direct par TOTAL.

" M. EUVRIE et M. BOULAYA ne pensent pas que le marché se redressera, compte tenu des marges octroyées aux revendeurs libres M. EUVRIE nous a également informé que l'appel d'offres des sanatoria de BRIANÇON (association climatique) représentant 5.000 M3 a été enlevé par PORCIER à CHORGES (Hautes-Alpes) agissant pour le compte de B.P. avec une remise de 54.89 F/M3 et que la Mairie de BRIANÇON a traité avec le même PORCIER sur la base de 54.59 F /M3 sur C3 pour 800 M3... " - (lettre en date du 25 Août 1970, adressée par la Délégation Régionale RHIN & RHONE Sud à la Direction des Produits Pétroliers de cette Société - cf. cotes 11 et 12 au scellé N° 46).

L'ensemble des interventions de la S...R.L. PORCIER dans les marchés administratifs et de gros lui sera reproché notamment par les représentants des Sociétés B.P., TOTAL et SHELL au cours de la réunion du NOVOTEL à KARIGNÈNE, le 22 Septembre 1970, avant que des mesures discriminatoires ne soient prises à l'encontre du groupe SAGIP - PORCIER - CCF.

* En conclusion, au regard de la coalition :

- Pour enlever un marché administratif il fallait être inscrit, reconnu comme fournisseur, et appliquer les conditions décidées par les échelons supérieurs.
- En cas d'infraction, des mesures de rétorsion devaient être appliquées aux perturbateurs.

L'ensemble constitue à l'évidence des manoeuvres frauduleuses qui ont eu pour objet de persuader les collectivités publiques de l'existence de fausses entreprises - en l'espèce la soumission de l'adjudicataire déjà désigné par la coalition, qui est alors une émanation des accords conclus à la Table - et faire naître l'espérance d'un événement chimérique : l'obtention du meilleur prix par le jeu de la libre concurrence.

— La « table » du marché de gros. L'attitude de la coalition pour assurer le contrôle de la répartition du marché de gros des fuel-oils a été sensiblement identique à celle utilisée pour les marchés publics.

La table du marché de gros exerçait un contrôle très strict du marché interdisant ainsi à toute société non agréée par la coalition de réaliser des opérations dans ce domaine.

C'est ainsi que la SARL Porcier, qui n'aurait jamais dû être déclarée adjudicataire d'une affaire réservée à la

Compagnie française de raffinage et à Elf (marché sanatorium Rhône-Azur), fit l'objet de mesures discriminatoires étendues ensuite au groupe Sagip-Bodourian.

Le relèvement des prix est également intervenu dans le cadre des marchés de gros, notamment par la suppression des ristournes. Cette fixation concertée des prix à consentir aux différentes catégories de clientèle semble avoir relevé uniquement de la compétence des directeurs généraux.

questions à M. Lecanuelf, garde d'Esso

1. Une commission d'enquête parlementaire dispose théoriquement, de tous les moyens d'investigation. Comment se fait-il qu'elle ne semble pas avoir eu accès à de nombreuses pièces du dossier ? Seuls trois documents du rapport Schwartz (p. 407 à 410) apportent des présomptions de preuve, d'une faible portée à côté du document du SRPJ de Marseille. Où s'est effectuée la dissimulation ?

2. A plusieurs reprises, les services de l'Etat ont été alertés sur l'existence de la coalition, à commencer par ceux qui en étaient victimes (nous avons la preuve que la préfecture des Hautes-Alpes avait été informée des problèmes des marchés du Briançonnais). La justice a-t-elle alors été saisie par le ministre des Finances (qui s'appelait Valéry Giscard d'Estaing) ou le directeur des Prix (qui s'appelait Jean-Pierre Fourcade) ?

3. Le 16 novembre 1973, M. Charbonnel signe une circulaire relative au rationnement des produits pétroliers (au moment de la crise), qui fait de la Chambre

syndicale de la distribution « l'intermédiaire entre les pouvoirs publics et la distribution » (rapport Schwartz). M. Charbonnel ignorait-il que cette Chambre syndicale n'était qu'une annexe de l'UCSIP, et que celle-ci avait coiffé le système de coalition des huit entreprises ? Sinon M. Charbonnel n'a-t-il pas ainsi présidé à la reconstitution de la coalition ?

4. Compte tenu du secret dont s'entouraient les pétroliers, quelles mesures efficaces ont été prises pour casser définitivement une coalition qui peut se reconstituer selon des formes plus souples ? L'enquête a-t-elle visé la seule région de Marseille, ou toutes les régions ?

5. En dehors de l'aspect judiciaire de l'affaire, quelles sanctions ont été prises à l'égard de responsables, nommés par le gouvernement ou avec son accord, de l'entreprise publique Elf ? La fusion Elf-Aquitaine sera-t-elle l'occasion de passer l'éponge ou le balai ?

6. Que préférez-vous : faire le procès des pétroliers ou celui de Tribune socialiste ?

les infractions constatées

Les mesures utilisées pour provoquer la hausse des prix ont été multiples :

— recensement de la clientèle sur

des fichiers centralisés à la Chambre syndicale de la distribution ;

— répartition de cette clientèle entre fournisseurs (arbitrage des présidents de table ou décision des instances supérieures de la coalition) ;

— fixation concertée des prix ou des marges à consentir à la clientèle ;

En réponse à la demande des Chefs de maison, une note a été rédigée le 25 Avril 1969, sous référence X.D. . L'auteur fait une analyse du marché des lubrifiants et propose des mesures destinées à stopper les surenchères qui sont la cause principale de la dégradation des prix. L'un des moyens "probablement le plus efficace pour remédier à cet état de choses serait de placer chacun devant ses responsabilités par la fixation d'une part du marché assortie de sanctions en cas de dépassement".

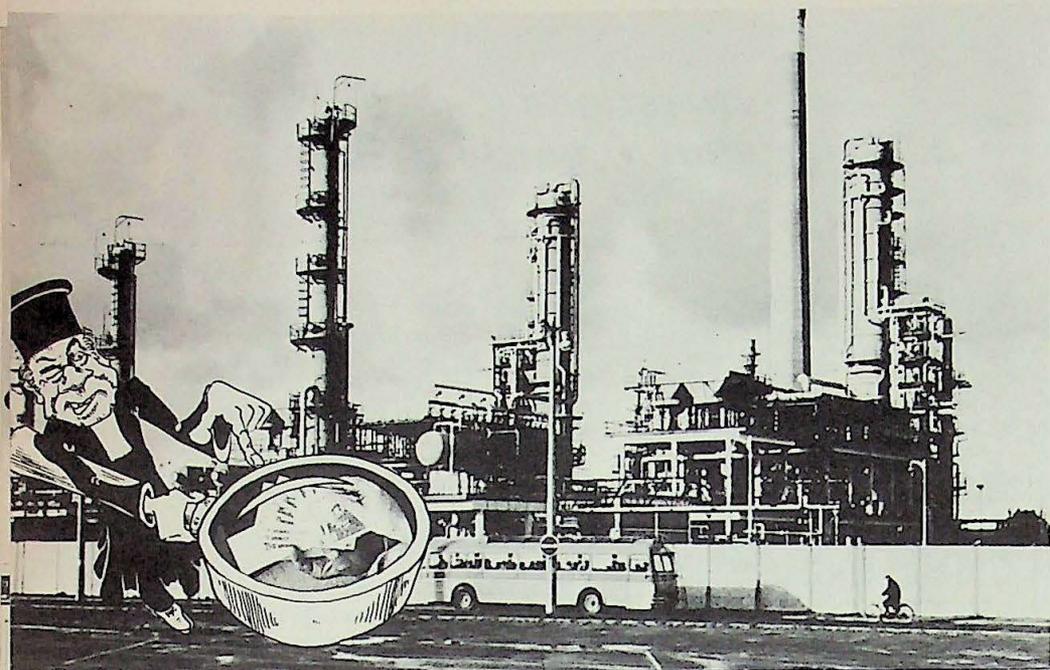
" Les sanctions pourraient être basées sur un système analogue à celui déjà utilisé pour d'autres produits. Celui qui aurait dépassé sa part de marché aurait à racheter une quantité égale au prix plein de reprise à ceux qui n'ont pas vendu leur part. Ce prix de reprise pourrait être celui du tarif C.P.L. huiles moteurs. Ces limitations de tonnage en tant que référence, pourraient être calculées sur la moyenne des ventes de deux dernières années ci-joint tableau donnant la position de départ de chaque société basée sur la moyenne 1967/1968"

— protection, dans les marchés de gros, des fournisseurs agréés par la coalition grâce à l'intervention de tiers dans les limites définies par la coalition.

La protection de la répartition préalable du marché a été assurée

par une série de mesures : les compensations, la réduction des ristournes, la limitation ou le refus des approvisionnements. Les grandes firmes se comportent en « souteneurs » : ou on est « protégé », ou on est « abattu ».

Le 17 Février 1969, les Directeurs Commerciaux ont élaboré un programme et un calendrier de réduction des remises en région parisienne et prévu également la suppression de trois revendeurs nationaux et de deux livraisons dépôt".



la conclusion du rapport du SRPJ

L'enquête effectuée a permis d'établir que les faits dénoncés par les parties civiles (collectivités publiques et revendeurs libres), ne sont pas le résultat d'interventions strictement ponctuelles et d'origine locale, mais la conséquence et l'application d'une politique générale, celle définie et mise en place en 1968 par les huit groupes pétroliers intégrés.

Les clauses de concertation et de répartition des marchés ont été définies en 1968 dans le but d'aboutir à la hausse des prix par la suppression des ristournes. Cette orientation fondamentale a été décidée par les chefs de maison ; elle est à l'origine de chacune des mesures qui ont été prises au niveau national, au sein de la CSDPP, ainsi que de l'application qui en a été faite en fonction des situations locales.

Certains des moyens mis en œuvre dans le cadre de la nouvelle concertation existaient depuis de nombreuses années (tables des marchés administratifs, de gros, bureaux de répartition, etc.) ; la réalisation de l'objectif de hausse des prix a nécessité la création d'orga-

nes spécifiques (commissions des frais réels de transport, d'étude des bons de transfert et d'enlèvement) destinés à étendre le champ d'application de la coalition au secteur réparti indépendant (importateurs A3 et revendeurs libres). Conformément à la décision des présidents-directeurs généraux, il ne s'agissait pas seulement de limiter une dégradation du marché mais d'opérer la hausse des prix par la suppression des ristournes.

En plus des ressources financières supplémentaires que devait procurer le relèvement général des prix imposé à toutes les catégories de clientèle, les décisions prises par la coalition tendaient également à diminuer la rémunération des intermédiaires dont les possibilités d'existence étaient limitées. La réduction des activités de cette clientèle laissait le champ libre aux grandes sociétés qui pouvaient dès lors contrôler en direct une part plus large du marché global.

Ces deux conséquences de la politique suivie par la profession pétrolière, c'est-à-dire la disparition d'un certain nombre d'intermédiaires avec les risques financiers encourus par leurs fournisseurs, et la possibilité de prise en main directe par les grandes compagnies d'une plus large part du marché n'avaient pas échappé aux responsables de la So-

ciété Rhin et Rhône, ainsi que souligné dans le présent rapport.

La coalition s'est exercée de 1968 à 1971 ; calquée sur les institutions syndicales professionnelles, elle était protégée par le secret dont étaient entourées les décisions prises.

Les accords de quotas conclus entre les raffineurs et étendus au secteur indépendant (rattachement des sociétés indépendantes aux groupes de raffinage et contrôle des approvisionnements des revendeurs libres), ont assuré la solidité du système mis en place. Leur non-respect a entraîné l'application de compensations-pénalités dont le montant, à l'exception de celui résultant du rattachement de la Société Rhin et Rhône à Antar, n'a pu être évalué.

Les décisions prises par les instances supérieures de la coalition n'ayant été qu'impartialement appliquées en 1968, des « études d'ensemble locales » ont été entreprises par les échelons terminaux, à l'initiative des directeurs commerciaux. Les propositions de prix faites à l'échelon régional, au début de l'année 1969, ont été entérinées au niveau central de la coalition.

Le processus d'attribution des marchés administratifs ayant été étendu à toutes les catégories de clientèle, le fonctionnement de la coalition peut se résumer comme suit :

— accords de quotas garantissant la part du marché global reconnue à chacun des groupes intégrés ;

— en vue d'assurer l'application des quotas, répartition préalable des marchés tous produits après recensement de la clientèle (constitution de fichiers) ;

— fixation par les instances supérieures des prix ou de la marge à consentir à cette clientèle ;

— application de ces décisions à tous les niveaux de la coalition (commissions spécialisées notamment) ;

— protection de la répartition globale du marché par l'application de compensations-pénalités ;

— protection de la répartition préalable de la clientèle et du niveau des prix par la présentation de propositions ou de soumissions de couverture.

La mise en œuvre du système ci-dessus a été assurée selon une articulation complexe. L'organigramme qui a pu en être dressé au vu des renseignements recueillis dans les documents décrit celle-ci telle qu'elle est apparue au cours de l'enquête selon une reconstitution qui peut être fragmentaire.

Le préjudice subi par les collectivités publiques résulte de la politique générale suivie par la coalition en conséquence de la décision unanime des présidents-directeurs généraux de supprimer toutes les ristournes.

La situation des revendeurs libres parties civiles tient également au resserrement des techniques mises en œuvre par la coalition et à la même volonté d'accéder au prix limite du tarif officiel. Le préjudice qui en découle ne peut être évalué avec certitude ; le tableau de réalisation des objectifs dressé par la CSDPP en 1971 et en annexe au présent rapport reflète néanmoins le degré de réussite de la coalition pour les différents produits et selon les catégories de clientèle.

L'Inspecteur principal

le who's who

Cent pages du rapport sont consacrées aux noms des principaux participants aux réunions du gang à tous les échelons. On y trouve le gratin de l'industrie pétrolière. On les tient à la disposition des curieux... On retiendra toutefois :

1 Qu'au sommet est engagée la responsabilité des dirigeants de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole, Haas-Picard (président), Jean Orsal (vice-président), René Crosa (secrétaire général de la CSDPP). On appréciera la façon dont M. Haas-Picard arrondit sa retraite de préfet.

" Le Conseil donne son accord pour que le Président et le Vice-Président de l'Union soient désignés es-qualité comme Président et Vice-Président des Chambres Syndicales du raffinage, des transports et de la distribution" (cf. cotes 76 et 77 au scellé 14).

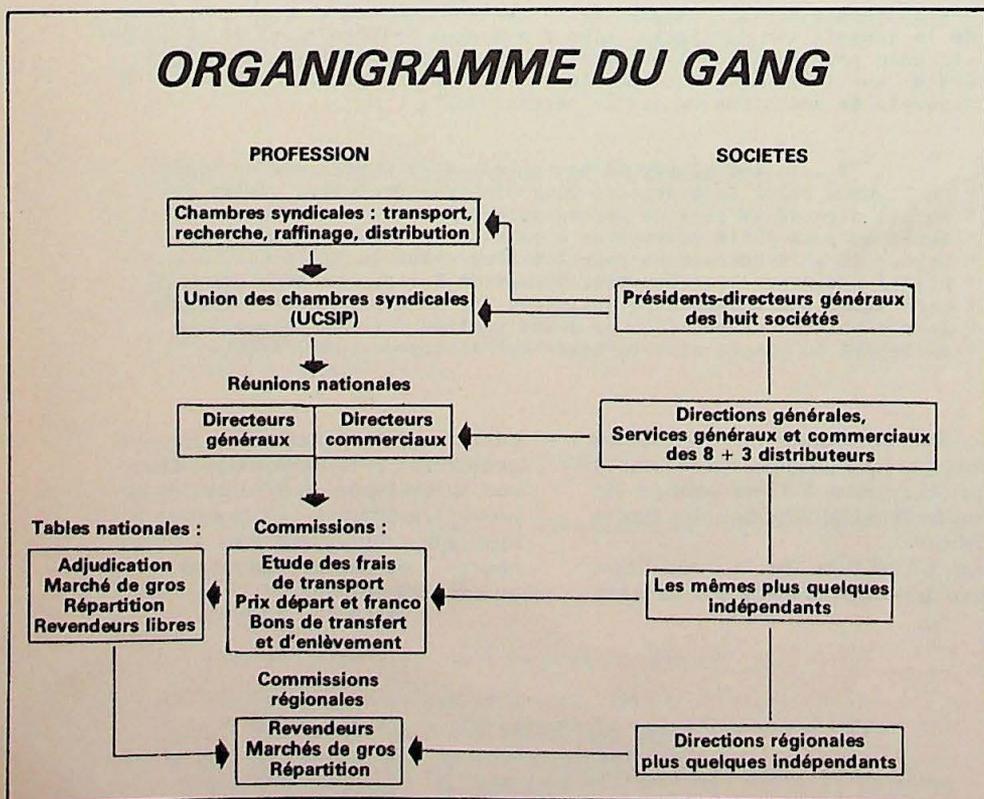
La fusion de l'autorité et des responsabilités entre les mains de MM. HAAS-PICARD et ORSAL, consacrait la dépendance des Chambres Syndicales à l'égard de l'U.C.S.I.P. et des grands groupes qui y étaient représentés.

Les documents établissent encore que certaines réunions des échelons supérieurs de la coalition ont été présidées par MM. HAAS-PICARD et ORSAL : "Communication de M. HAAS-PICARD aux Directeurs Commerciaux" (cf. cote 57 au scellé N° 8) "M. ORSAL (de l'U.C.S.I.P.) viendra le 16 Octobre 1968 à la Table de Commerciaux le 28 Novembre 1968 ; présidence: M. ORSAL ; objet : Marché de gros" (cf. cotes 4 à 7 au scellé N° 8).

2 Que les P-DG des huit sociétés ont directement trempé dans l'affaire : Paul Moch (Elf-Union), René Granier de Lilliac (CFR-Total), André Benard (Shell), J.-P.

Ledoux (Antar), André Dubois (Esso-Rer), Paul Mostini (Mobil), Jean Chenevier (BP), Jacques Coutier (Fina).

ORGANIGRAMME DU GANG



garde-à-vous- même

armée : un menu à la carte

Grâce à la loi-programme de six ans, au discours de Giscard sur cette loi et à l'article de Bigeard dans *le Figaro* du 12 mai, nous savons désormais dans quel brouillard et dans quelles nouvelles contradictions s'engage le gouvernement en matière militaire.

Faire plaisir aux Allemands, faire de vraies guerres, doubler les dépenses militaires, instaurer le réarmement moral, tel est le programme.

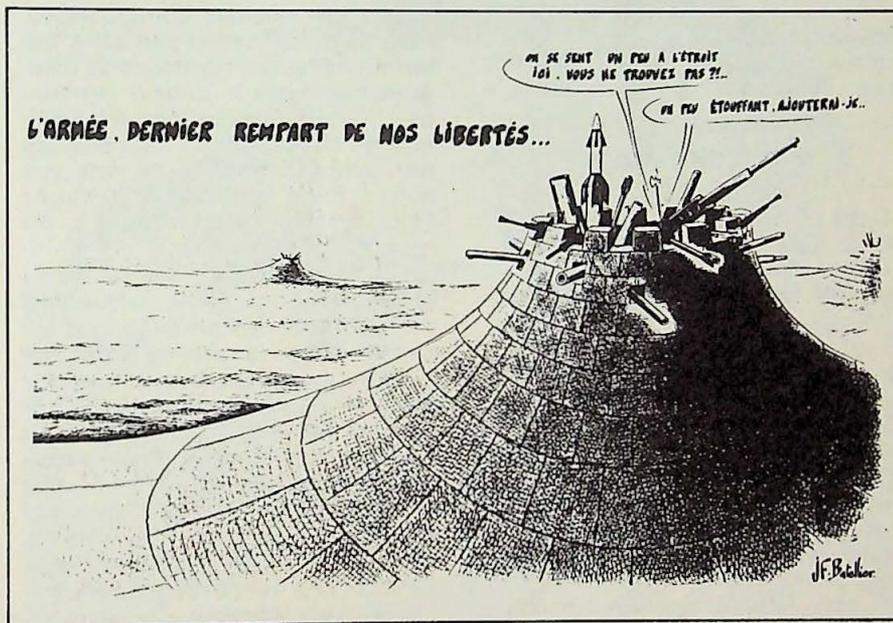
imiter les Allemands

La France s'oriente, comme convenu avec Helmut Schmidt, vers une armée d'effectifs, basée sur le maintien du service à un an.

Cela signifie pour nous le renforcement de l'arme blindée, le renforcement des divisions territoriales qui transforment les régions militaires en zones d'opérations internes.

« Faire comme les Allemands » est un choix considéré comme totalement idiot par une grande partie du corps des officiers pour qui la France pouvait et devait « inventer quelque chose de nouveau. En effet, le discours de Giscard peut être compris de deux manières : nous pouvons vouloir être « aussi forts que les Allemands » pour nous défendre contre eux, mais dans ce cas, nous le sommes déjà, grâce à la bombe atomique qu'ils n'ont pas. Nous pouvons faire comme les Allemands pour ajouter les effectifs français aux effectifs allemands dans le cadre d'une stratégie commune de défense « classique » de l'OTAN, demandée par les Américains, mais alors cela ne sert à rien de prétendre avoir une stratégie nucléaire indépendante. De toutes manières, le choix fait entre en contradiction avec la stratégie nucléaire autonome de la France et confirme le retour dans l'OTAN. « Pour une fois dans l'Histoire que l'Allemagne « couvre » la France avec ses gros

bataillons au lieu de la menacer, nous aurions dû inventer autre chose ». Voilà ce que pense une partie du corps des officiers.



le thème de la bataille

Giscard est revenu à plusieurs reprises sur le thème de la *vraie bataille* — par opposition, sans doute, à la « fausse bataille » des scénarios de guerre nucléaire, mais aussi en s'opposant à la théorie stratégique de la *non-bataille* qui repose sur des réformes compatibles avec une défense populaire et une armée populaire, (énoncée sur le plan purement militaire par le commandant Brossolet). Il se met volontairement en

contradiction par là avec les gaullistes nucléaires purs et avec la nouvelle génération d'officiers « républicains ». Raisonement présidentiel : les vraies guerres n'ont jamais été atomiques ; or il faut pouvoir faire de vraies guerres ; donc il faut renforcer les moyens classiques. Il propose un menu à la carte : guerre du Vietnam, guerres du Moyen-Orient, invasion soviétique de la Tchécoslovaquie. Pour nous, Français, traduisons : nouvelles guerres d'intervention coloniales, appui français à l'écrasement des anti-impérialistes dans le tiers monde, et finalement, interventions dans les pays de l'alliance atlantique pour maintenir l'unité et « l'intégrité politique » du bloc capitaliste. L'idée d'intervention pour sauvegarder l'accès aux matières premières n'est pas nouvelle pour la bourgeoisie. Par contre, évoquer la guerre d'Indochine et la « doctrine Brejnev », cela laisse rêveur, même la droite française la plus funèbre. On imagine mal le peuple français, même très bien tenu en main, accepter l'envoi d'un corps expéditionnaire de conscrits pour une nouvelle phase de guerres coloniales prolongées. On imagine encore plus mal l'armée française franchissant les

vrés en 6 ans, soit 3,3 canons par an). Cela veut dire qu'on met en place une armée d'encadrement et une armée de répression, tout en « améliorant » la colonne blindée par des défenses antiaériennes qui donneront à quelques généraux le joujou qui manquait à la France en 1940. Nous aurons peut-être des effectifs allemands, mais pas l'armée classique allemande.

le « réarmement moral »

La restauration de la discipline du contingent nous est promise par Bigeard sans explication. D'abord, il a la suprême habileté de confirmer que dans l'armée nouvelle comme dans l'ancienne les soldats seront pour la plupart des « valets d'armes » et pas des combattants, ce qui selon lui satisfait tout le monde. Ensuite, il s'attaque à ceux qui visent le retour à l'armée de métier, en dénonçant son prix prohibitif, mais ce n'est pas une raison assez noble. Le raisonnement de Bigeard est le suivant : 1. Il ne peut y avoir de défense valable sans esprit de défense - 2. Il ne peut y avoir esprit de défense si l'ensemble de la nation n'est pas concerné - 3. « Comment parvenir à une nation concernée ? » (sic) « la réponse tient en une ligne : par le réarmement moral de toute la nation » ; donc la nation sera concernée si ses fils sont sous les drapeaux.

Peut-être croit-on en haut lieu plaisir à la gauche en enveloppant le maintien du service à un an dans ce vocabulaire pseudo-populiste. En vérité, quand quelqu'un parle de réarmement moral, il y a longtemps que nous savons qu'il s'agit de fascisme. Dans la manipulation qui apparaît derrière les mots, dans la volonté de *faire se comporter la nation* selon les vœux des ministres, Bigeard n'imagine pas un instant qu'il pourrait se passer l'inverse, et que les ministres soient contraints de se comporter en fonction des pressions populaires, ce qu'on appelle la démocratie. Voici réapparaître l'esprit du 5^e bureau d'Alger. Comme les Français n'ont nul besoin qu'on les torture pour accepter de rester Français, c'est pour une autre raison qu'on cherche à nous « réarmer moralement ».

Là encore, le patron c'est l'impérialisme, mais cette fois l'impérialisme américain pour qui l'armée française que prépare Bigeard devient la garnison d'une région militaire de l'Alliance.

Comme le couple Giscard-Bigeard s'est maintenant suffisamment démasqué, on peut s'attendre à ce que les contradictions entre les fractions bourgeoises au pouvoir s'accroissent dans les semaines qui viennent autour du problème de la Défense. Nous suivrons ce débat dans la mesure où il nous concerne, mais nous savons que partisans ou adversaires de l'armement nucléaire, partisans ou adversaires de l'Atlantisme, partisans ou adversaires de la conscription à la Bigeard ou de l'armée de métier sont tous hostiles au socialisme. Dans ce débat entre Vichy-OAS et gaullisme, les arguments anticapitalistes risquent d'être rares. Mais dans ce climat et tant que la politique de Défense de Giscard restera aussi peu convaincante, les militaires continueront à se battre pour la démocratisation et le droit syndical à l'armée.

Georges YVERRES ■

Publicité

L'Acropole d'Athènes, le temple d'Epidaure, le cap Sounion, ça a toujours été la Grèce.

Les colonels, c'était la Grèce.

Le PASOK, les PCZ... et la Retzina, c'est la Grèce.

avec DECOUVERTE ET CULTURE, LOISIRS,

4, rue d'Aligre, 75012 Paris - Tél. : 344-12-50
du 10 au 31 juillet et du 7 au 28 août : 2 450 F

Les charters sont presque pleins !...

Alpes ou les Pyrénées pour maintenir l'ordre en Italie ou en Espagne. Si c'est là le sens de la déclaration présidentielle, les forces populaires sauront bien la vider de son contenu.

Mais il reste une troisième hypothèse plus vraisemblable, la seule vraisemblable : cette armée des vraies batailles doit servir en France d'abord à garder les classes jeunes enfermées dans des casernes à la sortie des CET, ensuite à réprimer s'il le faut les mouvements sociaux et l'« ennemi de l'intérieur ». On en revient malheureusement toujours là.

L'augmentation des dépenses de la Défense doublent en monnaie courante et passent de 17 à 20 % du budget en 6 ans. Bigeard nous dit en passant qu'il faut compter avec 10 % d'inflation en moyenne par an et qu'il n'y a donc pas de doublement en monnaie constante. Mais, pour atteindre 20 % avec les chiffres annoncés, il faudrait donc aussi que le budget global soit érodé par l'inflation. Si le budget est réajusté, il faudra aussi réajuster les chiffres annoncés pour atteindre 20 %.

Le problème n'est pas là : c'est une augmentation considérable, et elle correspond à un effort d'« équipement » très faible, à un saupoudrage parfois ridicule (20 canons de 155 mm nouveau modèle seront li-

et pourtant
elle tourne...

une maison blanche dans la campagne

Exception faite de quelques rares et suicidaires tentatives de mettre en avant un candidat d'un tiers-parti dans des élections présidentielles (il n'y a pas vraiment eu de résultat appréciable en ce sens depuis les beaux jours du socialiste Debs et du populiste La Follette), la machine bipartite américaine lamine et englobe en un tout hétérogène des comportements politiques très divers.

Le jeu politique aux Etats-Unis est assez largement sacralisé, et le demeure, en dépit des déconvenues récentes provoquées par l'affaire du Watergate et ses séquelles. A part un parti communiste phagocyté par la police et des groupes marginaux dont l'audience de masse est institutionnellement négligeable, il n'est pas de groupe ou de parti qui puisse impunément éviter de se référer aux institutions en vigueur, à la parole sainte de la Constitution ; et le crime de lèse-libre entreprise ne paie pas. Il n'y a donc pas dans les élections américaines de choix clair de société. Les aménagements nécessaires se font dans un cadre reconnu comme sain. Le mouvement ouvrier, dominé depuis les années cinquante par des syndicats au mieux réformistes et souvent réactionnaires, met sa puissance au service d'améliorations quantitatives du sort des travailleurs et négocie son soutien au plus offrant sans qu'une quelconque analyse de classe le pousse jamais à dénoncer l'exploitation. Ses éléments les plus radicaux parviennent même rarement à dépasser les revendications traditionnelles, ou à se dégager d'une ligne menant à l'isolationnisme le plus strict. Si l'alternance au pouvoir des Démocrates et des Républicains peut influencer parfois sur les lignes de la politique intérieure, il n'est que de penser aux administrations démocrates qui ont précédé Nixon pour se

convaincre qu'aux yeux du monde extérieur, la différence est de degré et non de nature.

7 % de chômeurs

Dans la campagne actuelle, trois éléments permettent — très grossièrement — de lire les discours officiels : la défaite vietnamienne, le Watergate et la crise économique. Du premier, il faut retenir la nécessité pour les candidats de se démarquer d'une ligne politique prônant trop ouvertement l'intervention extérieure, sans pour autant paraître « baisser les bras » devant l'ennemi principal, l'Union soviétique. Du second, la nécessité pour eux d'admettre que le besoin de « purification » de la vie publique est prioritaire. Du troisième, enfin, celle d'affirmer que des solutions existent, et de remonter le moral économique d'une nation qui compte plus de douze millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté, et quelque 7 % de chômeurs. Couronnant l'ensemble, les arguments et les propositions tendant à redonner confiance et fierté à un peuple désorienté sont indispensables.

La force et la faiblesse du président sortant sont précisément d'être président sortant d'une part, et de n'avoir ni été élu ni fait preuve d'une activité convaincante de l'autre. C'est sur son héritage maculé que

Photolib

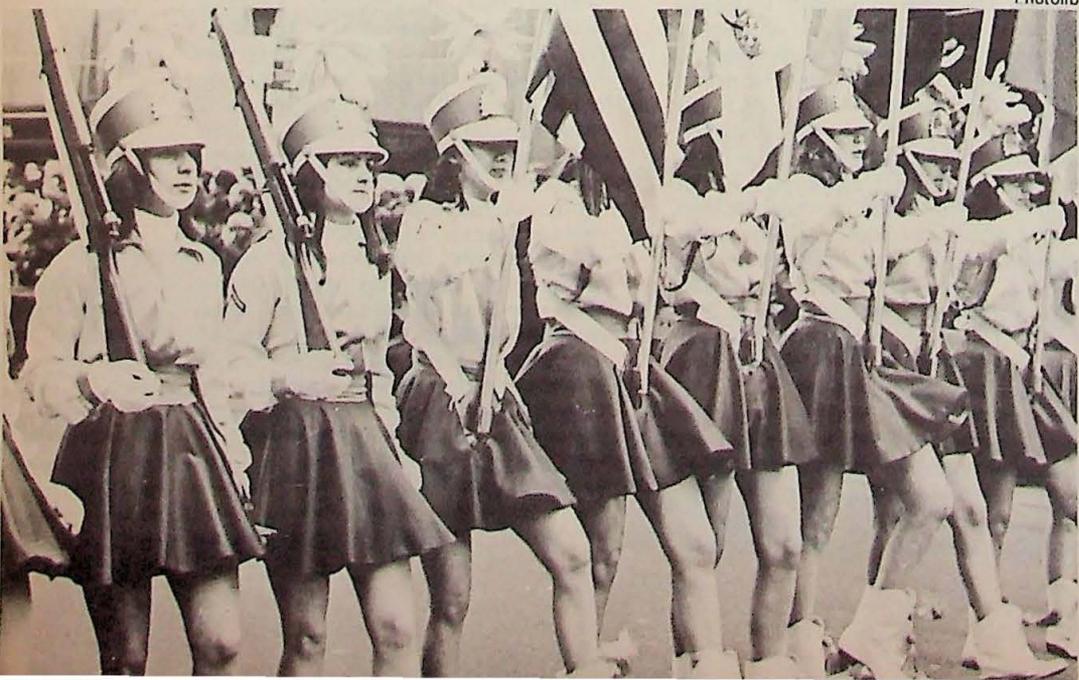


Photo AFP

s'appuient les Démocrates, et avec ses faiblesses que les Républicains doivent compter, même si l'« incumbency », le fait d'être « sortant », fait bénéficier Ford de l'appui inconditionnel des 25 % d'« illettrés politiques » recensés au moment du Watergate et dont les voix se portent toujours sur le personnel en place.

Il faut ici dire un mot du mode d'élection des candidats. Certains Etats organisent des « primaires » pour choisir au sein des appareils locaux, par le suffrage universel, la proportion de délégués qui appuieront la candidature de tel ou tel candidat : les résultats comptabilisés, répartis par affiliation partisane, déterminent les pourcentages de délégués mandatés — pour le premier tour — aux conventions d'investiture de chaque parti ; les délégués retrouvent leur liberté de vote aux autres tours de scrutin. D'autres Etats pratiquent la technique du caucus, réunion de l'appareil partisan local qui choisit ses délégués aux conventions. Ainsi, ce qui filtre des résultats des primaires américaines dans la presse française n'offre-t-il aux regards qu'une image partielle de la réalité. Certes, l'impact sur l'opinion des résultats des élections primaires — et en particulier de celles des « Etats-tests » ou réputés tels —, est grand, et influe sur les choix à venir, dessinant en filigrane les tendances internes aux partis ; mais derrière les décors institutionnels, en-deçà de la ligne d'émergence publique des phénomènes, se jouent d'autres parties.

un homme dangereux

Les candidats républicains avoués — Ford et Reagan —, probablement les seuls qui vaillent d'être considérés dans un parti dont la rareté des « têtes » remarquables est à elle seule révélatrice, on peut dire des choses relativement claires et simples : Ford a besoin de son aile droite pour rassembler sur son nom les effectifs en peau de chagrin de son parti : son langage durci, la « doctrine Sonnenfeldt », le rappel battu des adhérents aux valeurs ancestrales par l'arrivée providentielle du bicentenaire, les mises en garde répétées à l'Union soviétique, s'expliquent aisément : en face, le « faucon » Reagan menace de faire barrage s'il en était autrement. Par ailleurs, chacun sait que la candidature de Reagan à la présidence signifierait, vu le « bagage » de l'individu en question, une déroute comparable à celle de Goldwater en 1964 : les Démocrates auraient vite fait de rappeler que Reagan fut responsable de la destruction systématique de tous les programmes sociaux lors de son séjour comme gouverneur de Californie, qu'il fut l'auteur de déclarations

fracassantes sur l'écologie — *Quand on a vu un séquoia, on les a tous vus* —, et le Vietnam — *Les ramener à l'âge de pierre à coups de bombes* — et qu'il prêcha plus d'un instant la stérilisation des pauvres, munis d'enfants et dénués d'argent. Son appui aux nervis venus briser les piquets de grève des travailleurs agricoles « chicanos » est dans toutes les mémoires. Cet homme est stupide, incompetent et dangereux. La nécessité pour Ford de rallier son aile droite pourrait cependant valoir à Reagan de figurer sur le « ticket » républicain comme candidat à la vice-présidence. Sans négliger l'audience acquise par Reagan auprès des aigris et des désabusés, sans se cacher qu'il a une base sociale réelle, sans se dissimuler non plus qu'il fut réélu triomphalement à la Maison-Blanche de Californie en 1970, on peut douter qu'il puisse aspirer à des destinées plus illustres.

(à suivre)

Marc CHENETIER ■

concorde et soumission

Le rêve gaulliste d'indépendance s'éteint aux matins giscardiens qui ont déchanté depuis longtemps.

En s'envolant en « Concorde » pour le Nouveau Monde, Giscard redécouvre les intérêts bien compris d'une bourgeoisie française qui préfère la soumission à l'impérialisme dominant, aux velléités rétro de l'indépendance nationale. Ainsi, la protection du parapluie américain ne fait plus question, tant au point de vue militaire qu'économique. Ce qui reste en discussion, c'est l'importance relative qu'il faut accorder aux intérêts français, et démontrer qu'il ne sont pas contraires à ceux du puissant protecteur. Y compris dans l'affaire de « Concorde »... Mais là, Giscard est plutôt quémandeur. Voilà ce qu'il est allé dire, dans sa langue, au président « non élu » Ford.

Mais justement, quel interlocuteur VGE va-t-il trouver en face de lui ? Certes, on apprend au moment de mettre sous presse, que Ford a gagné aux « primaires » du Maryland et surtout du Michigan, l'Etat dont il a été, vingt-cinq ans durant, le représentant au Congrès. Mais Reagan, son concurrent, conserve de nombreux atouts et peut compter, pour la Convention du parti républicain, au mois d'août prochain, sur un nombre beaucoup plus important de délégués. T.S. publie en deux fois une étude sur les enjeux de cette campagne électorale.

Alain TLEMEN ■

l'Europe du Sud à l'heure du Portugal

En novembre 1974, le Conseil national du PSU définissait l'Europe du Sud comme secteur prioritaire d'intervention internationale du Parti, l'objectif étant de tout faire pour contribuer à la fois à l'unité populaire forces anticapitalistes en anti-impérialistes. La première étape vient d'être franchie et ce n'est pas un hasard si elle le fut à Lisbonne. A la veille d'une modification imminente des équilibres politiques dans cette région, le colloque organisé par le GIS revêt une signification évidente. La présence de membres des PS et des PC et de forces d'extrême gauche en a une aussi. Le PSU était représenté par V. Leduc, secrétaire national, et B. Ravenel.

interview de César Oliveira

T.S. : D'abord, peux-tu nous présenter le GIS ?

César Oliveira : Le GIS est une association politique, c'est-à-dire qu'il n'est pas un parti politique en tant que tel.

Le noyau central du GIS est constitué par des militants sortis du MES après le premier congrès, mais aussi par des militants venus du PCP (Pedro Coelho), du PS, et surtout par des gens qui n'ont jamais milité dans aucun parti.

Nous pensons, après ce colloque, organiser toute une série de débats au Portugal, dans plusieurs endroits (coopératives, syndicats, clubs populaires) avec notre objectif premier : l'unité de la gauche, pour la concevoir de manière non statique mais conflictuelle, ouverte sur l'extérieur, vers le mouvement social, comités de travailleurs, etc.

T.S. : Comment analyses-tu la situation portugaise ?

C.O. : Elle est déterminée aujourd'hui par le résultat des élections : PS, PC et UDP ont obtenu 53 % des voix et 58 % des députés.

Intervention socialiste avait conseillé de voter utile, soit PS et PC et dans certains cas les UDP. L'étonnant c'est qu'après les attaques terroristes contre les forces de gauche, après les erreurs commises par la gauche et l'extrême gauche, après le 25 novembre, et le rapport sur les événements du 25 novembre qui a été hautement manipulé par la presse de droite, après la conquête de la presse par la droite du PS, sur l'ensemble des moyens de communication sociale, quatorze sont à droite et alliance PS-PPD, six seulement à gauche. Après tout ça, les élections ont vraiment été une défaite pour la droite. Elles ont même une signification de consolidation des acquis du processus révolutionnaire (réforme agraire, contrôle ouvrier de la production et même la démocratie de base) et même une signification de combativité ouverte, programmatique qui peut devenir, si la gauche l'utilise bien, un instrument défensif mais aussi offensif au sens d'un approfondissement contre les forces de droite.



Photo HULARONIFOLIOUB

Eanes, candidat commun PS, PPD aux élections présidentielles

T.S. : Maintenant, le problème c'est celui de l'élection à la présidence de la République ?

C.O. : Effectivement, la constitution politique est semi-présidentialiste. C'est-à-dire que le président de la République et le Conseil de la Révolution ont le pouvoir de recommander à l'Assemblée des députés de légiférer dans le sens programmatique de la Constitution : la droite n'a pas de programme possible parce que son seul programme exige la dénationalisation, l'abolition de la réforme agraire, rétablir l'ordre dans les champs, les bureaux, les usines. Son seul but, c'est donc de faire élire un président de la République qui mène vers les conditions politico-militaires d'une coalition PPD-PS et ensuite, rompre le cadre constitutionnel en laissant la dérogation pratique de la constitution.

T.S. : Comment se pose le problème Eanes ?

C.O. : Le PPD a su que des militaires voulaient proposer R. Eanes comme le seul pouvant maintenir le statu quo à l'intérieur ; il en a profité pour anticiper en jouant Eanes. On sait qu'Eanes a dit avant les élections : *Je ne me présente pas si la gauche perd les élections.* R. Eanes est un homme mystérieux, personne ne sait ce qu'il pense exactement. Le PS est convaincu que R. Eanes va faire une campagne de gauche.

T.S. : Et l'attitude du PCP ?

C.O. : Il ne va pas dire un mot, ne va pas appuyer la candidature d'Otelo — qui ne va pas se présenter, je crois, sinon c'est sa destruction politique — le PC ne présentera personne mais n'appuiera pas Eanes si celui-ci ne se démarque pas du PPD. Si oui, il appuiera. On dit que Eanes va avoir des conversations avec le PC pour garantir une certaine ligne politique.

tre avis, très utiles dans la discussion et la pratique politique de toute la gauche sans exception en France, en Italie, en Espagne et en Grèce.

T.S. : Peux-tu rappeler les questions principales soulevées par le processus politique ?

C.O. : Les trois thèmes principaux selon nous sont les suivants :

1. — nature et contenu de l'unité des forces de gauche pour une alternative socialiste.
2. — le problème de l'expression de la démocratie de base — et de l'autogestion — vis-à-vis de la démocratie représentative, vis-à-vis de cette union de la gauche, — pour laquelle nous nous battons — dans ses aspects divers : pouvoir politique, économie, culture, information, équipements sociaux...
3. — dégager un peu quelles sont les conditions internationales où, dans le contexte de la crise du capitalisme, se déclenche le processus de rupture soit avec le capitalisme, soit avec les forces conservatrices de l'Europe du Sud (démocratie chrétienne en Italie, salazarisme, dictature en Grèce, etc.). Nous avons invité beaucoup de monde : la représentation italienne devait être beaucoup plus importante, en particulier du côté des syndicalistes. Cependant le PSI, le PCI et le PDUP étaient bien représentés et ont fait d'importantes interventions. L'Espagne avait une bonne représentation, d'une importance sans précédent au Portugal. Pour le Portugal, il y avait des gens du MSD (scission de gauche du PPD), du PS, du PC, d'IS, du MSU, du MES ; l'UDP, présente dans l'assistance, n'a pas voulu participer.

T.S. : Peux-tu déjà tirer un premier bilan ?

C.O. : En termes généraux, il est très positif, d'abord par le simple fait que l'ensemble des forces socialistes, de la Social-démocratie à la gauche révolutionnaire de l'Europe se trouvent réunies pour la première fois, je crois, dans une rencontre de ce genre. Ce n'est qu'un début. Cela va continuer parce que c'est quand même une nécessité, y compris pour les PC et PS de l'Europe du Sud de multiplier cette forme de contacts en ajoutant des gens de la zone à sa gauche. Il y a eu beaucoup de communications et d'interventions, quelques-unes très importantes et que nous pensons éditer dans un livre, d'ici un mois et demi environ. Une participation de 220 personnes avec environ 500 personnes présentes, dont beaucoup de journalistes nationaux et étrangers, même si la droite du PS a attaqué cette réalisation, tout cela nous semble un bilan provisoire très positif. Le fait d'avoir réussi à mettre tout le monde ensemble est le commencement d'un processus de déblocage du « partidarisme » des appareils.

T.S. : Quelles suites vois-tu à ce colloque ?

C.O. : Il faut que le PSU, le CERES, nos camarades grecs, les Yougoslaves continuent à réaliser dans ce sens. Déjà le colloque, par l'absence totale d'agressivité, montre que cette cordialité est très favorable pour réussir les prochaines réalisations et fait bien augurer de l'avenir. Une nouvelle phase va s'ouvrir dans l'unité des forces de gauche en Europe du Sud. Ce colloque est un reflet palpable d'un début.

Propos recueillis par Bernard RAVENEL ■

Lybie : un chantier révolutionnaire

Une délégation du PSU (Michel Mousel, Bernard Ravenel, Serge Depaquit du Bureau national, et Gérard Andrieux, de la Commission internationale) a été reçue en Libye par l'Union socialiste arabe du 30 avril au 4 mai. Le PSU n'avait jusqu'alors entretenu que peu de contacts avec ce parti. Ce voyage a donc été l'occasion d'une première prise de contacts avec la réalité économique, sociale et politique de la Libye.

Quitte à sacrifier d'abord aux traditionnelles impressions de voyage, ce qui frappe d'abord quand on débarque à l'aéroport de Tripoli, c'est le gigantesque effort entrepris dans tous les domaines. Mais cette impression est confirmée au cours des différentes visites, en commençant par l'effort d'industrialisation : par le biais d'entreprises publiques ou semi-publiques, l'économie libyenne cherche prioritairement à assurer sa capacité à répondre par elle-même à un certain nombre de besoins.

des priorités

La Libye n'importe pas un modèle de développement. On n'a pas commencé, ici, par développer la sidérurgie : celle-ci viendra après avoir obtenu la maîtrise totale des sources d'énergie (maintenant acquise) et de l'exploitation des ressources minières (aujourd'hui envisagée en ce qui concerne le fer). Au contraire, on a cherché à s'adapter aux possibilités et aux urgences de façon à permettre à un peuple maintenu pendant des dizaines d'années en situation d'esclave, du colonialisme d'abord, puis de l'impérialisme, de retrouver sa dignité et son indépendance.

D'où l'importance donnée aux industries qui permettent de résoudre les besoins en construction de logements, en aménagement urbain, en textile, etc.

La même préoccupation se retrouve dans le domaine agricole, avec une double offensive pour assurer la diversification des productions (déjà étonnante pour un pays méditerranéen) et garantir les quantités nécessaires, ce qui implique d'arracher des terres irriguées et cultivables au désert. Cela demande évidemment de gros investissements. Et aussi une formation intensive : ce n'est pas un hasard si la faculté d'Agriculture occupe une place prépondérante dans l'université de Tripoli.

L'effort d'éducation constitue aussi, justement, une des caractéristiques visibles de la Libye d'aujourd'hui. Il s'agit évidemment d'un objectif économique — puisque ni le colonisateur ni la monarchie pro-impérialiste n'avaient formé le moindre cadre ou technicien libyen — mais aussi d'un objectif politique : la scolarisation obligatoire des garçons et des filles jusqu'à 15 ans, à elle seule, constitue une révolution, dans un pays où l'analphabétisme constituait un moyen de domination de l'oligarchie, et un instrument de l'égalisation des conditions.



Photo Ahmed ESMAIL

conférence de presse de la délégation du PSU

pouvoir populaire

Révolution : le mot n'est pas excessif pour désigner — au-delà de ce qui s'est passé le 1^{er} septembre 1969 — le changement spectaculaire qu'est en train de connaître, et à quelle vitesse, la Libye. Pour bien en comprendre le sens et la portée, il faut bien sûr chausser des lunettes autres qu'euro-péennes. Préoccupés de parer aux tentations bureaucratiques autant que de construire un socialisme original conformément à la troisième théorie (1), les Libyens ont mis sur pied un système de « pouvoir populaire » qu'on peut résumer ainsi : la source principale du pouvoir est constituée par l'Union socialiste arabe qui est à la fois le parti unique et le lieu d'exercice de la démocratie. Les assemblées populaires de base sont ouvertes à tous les citoyens libyens et désignent, selon un mécanisme qui vise à éviter la simple élection à plusieurs degrés, leurs représentants aux comités populaires de base (bourg ou quartier), et de district, ces organismes désignant eux-mêmes les membres des organes dirigeants (Conseil et Congrès national, Secrétariat). Le Conseil national détermine les orientations politiques gouvernementales ; le Secrétaire général (assisté d'un secrétariat de cinq membres) élu, est le Premier ministre. Le « Conseil du commandement de la révolution » — et le colonel Khaddafi qui en est membre — constitue une

(1) Cf. *Tribune socialiste*, n° 692 du 6 au 13 mars 1976.

sorte d'exécutif collectif suprême. Par ailleurs, et surtout depuis 1973, a été lancée la création d'organismes de pouvoir populaire au sein des entreprises et des services publics. Les modalités en sont différentes selon le statut juridique des unités considérées, et leur application a atteint des stades différents suivant les secteurs ; mais le principe du système vise à donner la majorité dans les conseils d'administration aux représentants élus par tous les travailleurs, sous réserve du droit de veto du ministère de tutelle. Un autre réseau de pouvoirs (plus de gestion que politiques) tend ainsi à se constituer jusqu'à l'échelon des administrations centrales dont les organes élus disposent également d'une représentation au sein du

Conseil national de l'Union socialiste arabe (ainsi d'ailleurs que les syndicats et associations populaires). En l'état actuel des discussions que nous avons eues, on ne peut pas en dire encore beaucoup plus sur l'articulation des deux circuits de pouvoir populaire, sur le fonctionnement réel du système et son évolution prévisible.

Tout un champ d'étude passionnant est ouvert. Dans un pays qui n'a pas trois millions d'habitants et qui vient de sortir de l'asservissement économique, politique et culturel, les modalités de construction du socialisme ne peuvent être que particulières ; ces particularités n'autorisent pas à ignorer les risques de sclérose des processus mis en place, qui videraient les structures démocratiques de tous pouvoirs réels et en feraient des coquilles vides. Le dynamisme révolutionnaire actuel nous permet en tout cas d'affirmer que la Libye s'est donné des atouts essentiels pour qu'il n'en soit pas ainsi.

un type nouveau de coopération

Ce dynamisme est lui-même renforcé par la radicalisation anti-impérialiste qui caractérise l'évolution récente de la République arabe libyenne, radicalisation qui inspire probablement à la presse bourgeoise occidentale un dénigrement des responsables de ce pays (traités de « nationalistes fanatiques », par exemple) dont nous n'avons rencontré aucune preuve.

Sur le plan international, nos entretiens ont été largement consacrés au problème d'ensemble de la Méditerranée, et à la coopération entre les pays des deux rives. Au-delà des accords de principe sur la nécessité de neutraliser la Méditerranée pour éloigner de cette région les prétentions de l'impérialisme américain (neutralisation signifiant absence de chacun des deux blocs, la présence de l'un appelant la présence de l'autre), nos interlocuteurs se sont montrés préoccupés de l'attitude que prendraient, face à ce problème, des gouvernements de gauche dans l'Europe du Sud. Ainsi, un ensemble de thèmes sur lesquels nous avons insisté lors de notre dernier conseil national a rencontré un intérêt certain auprès de ces responsables in-

ternationaux de l'Union socialiste arabe.

Dans la même perspective, les discussions relatives à la coopération économique ont montré un souci convergent de faire en sorte que des pays occidentaux s'engagent dans la voie du socialisme, metteur en place des formes de rapports qui garantissent réellement les choix et l'indépendance de leurs partenaires fournisseurs d'énergie et de matières premières. C'est là une condition nécessaire si l'on ne veut pas rétablir, au nom du socialisme, un échange inégal avec les peuples qui cherchent ainsi à se libérer du joug capitaliste et impérialiste, politique qui mène tout droit à la remise en cause du socialisme dans le pays même qui le pratique.

Pour toutes ces raisons, les deux partis ne pouvaient que conclure à la nécessité du développement de leur coopération et de leurs échanges politiques. Bien des questions restent à approfondir. Pour notre part, nous avons encore besoin de creuser certaines questions, telles que le rôle attribué à la religion (par rapport à la volonté de faire recouvrir au peuple libyen son identité culturelle), la libération de la femme, le pluralisme des choix à l'intérieur de l'unicité des partis et des structures de décision. Et une réflexion commune doit pouvoir s'engager. Nous souhaitons qu'elle ne reste pas au niveau des directions, et qu'elle concerne les militants eux-mêmes.

Bernard RAVENEL

RFA : Golgotha ou purgatoire

Le dernier conseil national des Jusos (*Jungsozialisten* : jeunes socialistes, membres du SPD), qui s'est tenu à Dortmund du 26 au 28 mars, est un nouveau constat d'impuissance à transformer le SPD, ce parti « bourgeois ouvrier », de l'intérieur. A Mannheim, le congrès du SPD avait déjà défini la ligne : « nous sommes un parti favorable aux investissements », déclarait Schmidt.

Au nom d'une discipline louée de façon unanime par la presse, la direction demandait qu'on n'exagère pas la portée de la crise et qu'on prenne en considération les difficultés auxquelles sont confrontées les PME. Par contre, les nécessités politiques du moment exigeaient que *Perspectives 85* démontre et consolide, surtout vis-à-vis des couches moyennes, la capacité du SPD à gouverner le pays en s'appuyant sur les syndicats dont l'appareil lui est acquis. On devait alors évacuer du programme économique les embryons d'une stratégie au mieux « réformiste », proposée timidement par la gauche du parti.

Menacé sur son extrême droite par l'axe ultra-réactionnaire (Strauss-Dregger) CDU-CSU, le SPD qui se présente au pays comme le seul vrai garant de la paix sociale (*Krisenmanagement* : état-major de la crise) a même refusé la discussion sur les *Berufsverbote* (interdictions professionnelles) exigée par la gauche qui préserve les sièges dont elle disposait au comité directeur dans la mesure où elle se prive des moyens d'influer réellement sur la politique du parti.

Depuis Mannheim, la situation s'est encore détériorée. Un grand nombre de mini-groupes d'expression droite se développent au sein du parti, tels que les cercles de Godesbeg, Schumacher ou encore, dernier en date, la société Fritz Erler. A Francfort, « bastion » historique de la gauche, on assiste, sous la direction du maire Rudi Arndt, à une défaite sanglante des Jusos, qui conduit à l'éviction de certains et non des moindres. A Munich, des alliances plus ou moins secrètes sont conclues par des hommes tels que Kronawitter avec le CSU. A tout cela, les Jusos et leur présidente Heidimeini Wiczorek-Zeul (d'ailleurs réélue sans difficultés) ne donnent pas de réponse.

des feintes procédurières

Si l'on passe sur les tenants du *Stamokap* (théorie du capitalisme monopoliste d'Etat), eux-mêmes divisés (les uns proches de Boccara et du PCF, les autres apparentés aux économistes du SEO de RDA) et survivant tout au plus dans l'*underground* du parti, les Jusos sont partagés : la majorité (par exemple en Westphalie et en Hesse) s'aligne sur les décisions du parti pour en sauvegarder l'unité (argument bien connu) et souhaiterait inscrire le conseil national dans le cadre des élections législatives imminentes. Une série de feintes procédurières héritées des « adultes » leur permet de faire adopter, après de multiples

louvolements et contre la gauche (Hambourg-Hanovre), un amendement extrêmement liquéfié dont il ressort fort peu de choses mis à part l'engagement triomphaliste à poursuivre une lutte sans merci contre les lois scélérates.

Si les propositions de la gauche (telles qu'elles s'exprimaient en commission) ressemblaient étrangement au programme du PS français : réduction des horaires de travail, programme de grands travaux, imposition accrue sur le capital pour éponger les dépenses budgétaires, contrôle des prix, nationalisation des industries clefs, il manque l'essentiel : un programme politique alternatif qui permette de faire évoluer sinon l'appareil du SPD, du moins sa

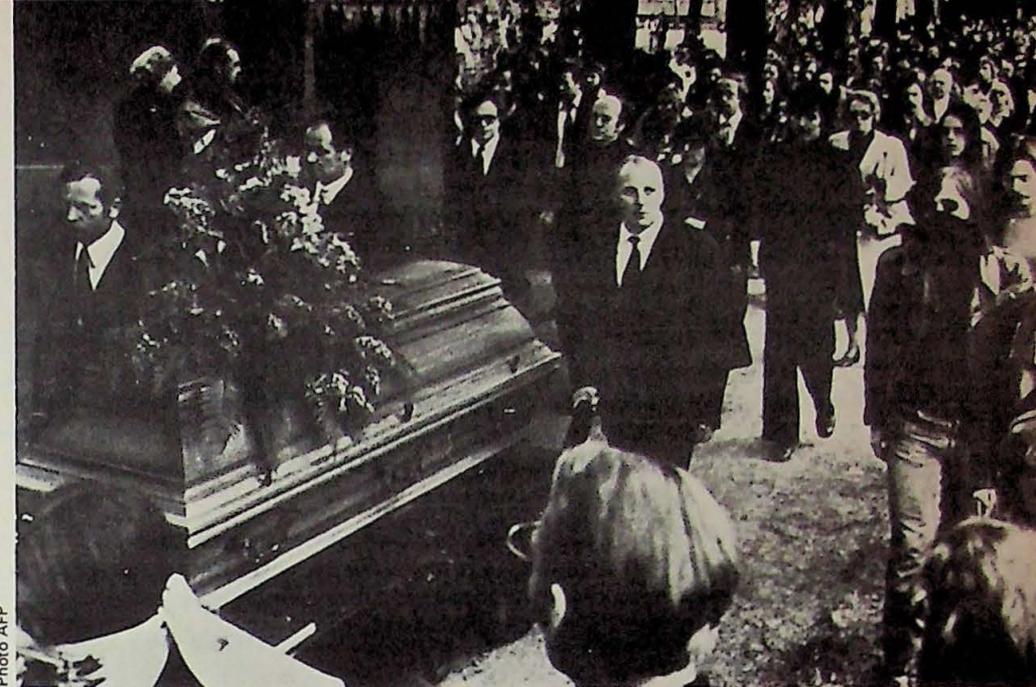
du nouveau à l'ouest

Comme on le sait, la gauche et l'extrême gauche allemandes ont depuis toujours soumis la stratégie de la RAF (Fraction armée rouge) à une critique extrêmement sévère. Les positions sont claires.

La société ouest-allemande est sur la voie d'une « restauration » souhaitée par les tendances ultra-droitières du CDU-CSU (Strauss-Dregger), c'est-à-dire par la fraction dure de la bourgeoisie.

Néanmoins, cette évolution n'a pas un caractère automatique ; seul un « actionnisme » irresponsable serait susceptible d'en accélérer le rythme. D'autre part, l'assassinat du juge von Drenkmann, en novembre 1974, un jour après la mort de Holger Meins en prison, rendit impossible une vaste campagne sur l'appareil judiciaire en RFA. De même, l'enlèvement de Lorenz par le *Mouvement du 2 juin*, deux jours après le verdict constitutionnel sur l'avortement, devait s'opposer à une large discussion dans toutes les couches de la population.

Ces arguments portent, naturellement. Mais on ne saurait nier l'importance de la manifestation qui a suivi à Francfort la disparition d'Ulrike Meinhof (6 mai 1976). Il semble en effet qu'une frange, certes minoritaire, s'identifie dans le pays à la RAF sans en approuver pour autant la ligne politique. On retrouve cette *opposition large* le 1^{er} mai à Berlin, où le DGB (confédération des syndicats dominée par le SPD) organise en guise de manifestation une espèce de réunion avec 3 500 personnes munies de cartes d'invitation dans un *Sommergarten* gardé par la police et où sont interdits banderoles et slogans. Pendant que le maire Klaus Schütz (SPD) se félicite publiquement de l'absence de tout défilé, 15 000 personnes attendent à l'extérieur. Même la radio sera contrainte de relever la présence, par exemple des ouvriers grévistes de l'imprimerie, pendant



Les obsèques d'Ulrike Meinhof à Berlin-Ouest.

base qui continue à l'« appuyer » tout en se désintéressant de sa vie interne.

Lors du dernier congrès du Land Rhénanie du Nord-Westphalie, on comptait 16 ouvriers pour 300 délégués ; le nombre tend vers zéro en proportion du rang organisationnel dans la hiérarchie très stricte du SPD. Il serait vain sans doute d'attribuer cet état de faits à une simple carence théorique au sein des Jusos ; leur incapacité à se démarquer des positions d'ensemble du SPD n'est pas non plus un simple problème de stratégie. En effet, et

contrairement au CERES français, cette gauche *publicitaire* ne cherche pas à vérifier ses thèses au moyen d'un travail original dans les entreprises ; dans ces conditions, on comprend que cette *pratique théorique*, cantonnée en milieu universitaire, soit vouée à l'échec. Conclusion du « leader », *Heidi la Rouge* : pour le SPD les élections ont toujours été des campagnes de formation populaire, les Jusos ne manqueront pas d'y apporter leur concours.

M. L. ■

évolutionnaire de Francfort, la Cause ouvrière de Cologne.

Quoi qu'il en soit, on a tort de vouloir à tout prix assigner un rôle objectivement contre-révolutionnaire à la RAF qui serait à l'origine, consciente ou inconsciente, de la transformation d'un Etat démocratique-libéral en état d'urgence. Les lois sur les interdictions professionnelles, les décrets d'incompatibilité dans les syndicats (qui interdisent aux adhérents de militer dans les organisations révolutionnaires), les nouvelles conditions de détention, le droit de fouille, le nouveau décret sur la propagation et l'apologie de la violence, ne sont pas simplement consécutifs à telle ou telle action militante. Tout cet arsenal administratif a pour fonction de prévenir dans un contexte d'exploitation accentuée et de chômage grandissant toute tentative d'auto-organisation de la classe.

A travers cette répression particulièrement aiguë dans le cas de la KAF puisque plusieurs militants révolutionnaires y ont maintenant laissé leur peau, l'Etat ne se manifeste plus comme le garant d'une paix sociale dans l'économie de marché, ses appareils n'ont plus cette neutralité que nous vantent les théoriciens bourgeois. Les procès ont montré qu'il ne s'agit pas de juger des citoyens mais des ennemis. Irrégularités dans la procédure, méconnaissance des droits de la défense, torture blanche démasquent la prétendue démocratie libérale à tel point que des humanistes tels que Heinrich Böllon, Gustav Heinemann prennent publiquement position. Manque l'alternative politique globale, mais il y a, on s'en rend compte, du nouveau à l'ouest.

Michel LINKS ■

torture blanche

La différence fondamentale avec la gauche prolétarienne française ou le Potere operaia italien, c'est que le groupe s'en prend exclusivement à des institutions et à des personnes extérieures à l'usine, au quartier. La destruction, à Noël 1971, de l'ordinateur central du quartier général des forces US en Allemagne, qui programmait les bombardements des B 52 sur le Vietnam, n'a pas autant effrayé que la presse Springer veut bien le dire. Cependant, l'action exemplaire destinée à conscientiser les masses, restait coupée des lieux de la production : spectacle. Notons qu'il n'y a jamais eu de rapports particuliers entre la RAF et les groupes d'action à la base, tels le *Combat ré-*

tribune de l'autogestion

Le socialisme autogestionnaire que nous voulons construire, exigera, n'en doutons pas, la mise en œuvre de l'informatique et des ordinateurs d'une part, l'usage intensif de la télévision d'autre part, au service des conseils ouvriers, des comités populaires et de toutes les formes de vie collective qui s'institueront.

Sans le recours systématique à ces moyens techniques, ou à d'autres qui les perfectionneront, les conditions du socialisme autogestionnaire ne pourront être réalisées. Grâce à eux, au contraire, la capacité inventive des techniciens en permettra l'avènement.

Je suis bien incapable d'imaginer les formes intermédiaires de vie sociale qui permettront de passer de la situation présente à une situation où l'usage du pouvoir ne pourra être accaparé par quelques-uns ; où au contraire il y aura une surabondance de pouvoirs disponibles, dont chacun pourra s'emparer, au moment où « le gouvernement des personnes aura cédé la place à l'administration des choses ». Pour administrer les choses, je vois très bien une petite armée de satellites géostationnaires planant au-dessus de la France, s'il y a encore une France, remplaçant avantageusement les Assemblées et le Gouvernement. Ils seront programmés selon une planification unanimement définie, assurant à chacun, quoi qu'il arrive, les moyens de sa vie quotidienne et, en retour, chacun pourra broder à tout moment sur cette toile de fond, en adressant au satellite de son choix le message de son inspiration ou de son désir, qui modifiera immédiatement le programme général en lui donnant satisfaction, sans nuire pour autant à l'harmonie de l'ensemble. Il s'agira d'une autre har-

monie, de la même façon que la méthode Pert permet de savoir immédiatement comment modifier les dispositions d'un programme de chantier, par exemple, en fonction de la modification d'un élément, si insignifiant ou important soit-il, de l'ensemble des données du programme.

lorsqu'il s'agit de l'administration municipale.

Je voudrais, quitte à enfoncer des portes ouvertes, faire l'examen de quelques possibilités immédiates.

1 — Et d'abord me demander tout simplement pourquoi il n'existe pas des séries de programme de télévision qui permettraient à tous les citoyens de s'instruire dans trois domaines précis, diversement importants, qui sont :

- les mathématiques ;
- les langues étrangères (au moins trois ou quatre) ;
- la sténographie.

Tous les mois, à une date connue, un programme complet prendrait son départ, de sorte que toutes les possibilités de rattrapage soient offertes, et poursuivrait sa carrière pendant trois ou quatre ans.

Bien sûr, Pigier ne serait pas d'accord. Mais, l'éducation de base des citoyens est une affaire publique et non privée.

trots avoisinants et les foyers domestiques.

De même pour les débats parlementaires et les conseils des ministres.

3 — Dans certaines entreprises, il existe un récepteur de télévision interne dans le bureau du directeur général, qui lui permet de suivre l'activité des travailleurs à certains postes de travail. Combien plus intéressant, si dans les ateliers, des écrans permettaient de suivre l'activité des dirigeants et les séances du conseil d'administration.

4 — La question des courses à faire, du marché, voilà qui pose des problèmes que la télévision pourrait grandement faciliter. Je n'oublie certes pas que les femmes de certains villages tamoul, au Sud de l'Inde, ont drôlement rouspété lorsqu'on est venu leur proposer d'amener l'eau courante dans les cases. Elles tenaient par-dessus tout à rencontrer leurs compagnes autour de la fontaine commune.

Ceci étant, que de temps perdu en queues pour l'avantage de choisir un par un une multitude d'objets dont très peu méritent qu'on s'intéresse à autre chose qu'à leur prix. C'est ce qui pourrait défilier à heure dite sur les écrans des ménagères, dans des conditions que je laisse aux spécialistes le soin de déterminer.

Ce ne sont là, on le voit trop, que des éléments de mise en train pour les imaginations de tous et de chacun. Nous aurons le socialisme que nous aurons construit, ou il sera construit par d'autres. Je vois mal comment échapper à ce dilemme simpliste. Aussi ne devons-nous pas avoir de cesse et mettre en route notre faculté inventive.

Pierre GARRIGUES ■

appel politique aux techniciens

Nous n'en sommes pas là.

Ce qui est proche de nous, en revanche, c'est la télévision. Des essais ont déjà eu lieu à Grenoble, à Créteil, au Québec, pour faciliter la communication des hommes et des femmes entre eux, notamment

2 — Dans la mesure où il existe et existera encore longtemps des conseils municipaux pour administrer les communes, il me semble élémentaire que toutes les séances soient, non seulement publiques comme il est déjà réglementaire, mais encore diffusées dans les bis-

la vidéo : pour retrouver la parole

A Valleraugue, petit village des Cévennes, la quatrième chaîne existe : un dépanneur, pour assurer une meilleure réception des images télévisées à ses concitoyens, a installé un réémetteur au pic de Montagu, et y a ajouté le sien...

Ainsi, dans la plus parfaite illégalité, Philippe, tous les samedis à 19 heures, donne sur le petit écran la météo, les heures des offices religieux, les nouvelles du « pays » et organise un débat avec un groupe local. Les téléspectateurs, les voisins, les amis peuvent intervenir en direct par téléphone.

FRANÇOIS-RÉGIS BARBRY

**LA TÉLÉVISION
PAR CÂBLES
OU LA COMMUNICATION
HORIZONTALE**



Le petit électricien cévenol n'a rien inventé. A Paris, on laisse faire : le précédent ne semble pas dangereux. Mais l'anecdote donne une idée de ce que permet la technique et que le pouvoir empêche.

François-Régis Barbry (1) se place au cœur du débat (lieu occulté en France, il faut dire) : une autre télévision est-elle aujourd'hui possible ? Quelles ont été les conditions techniques, économiques, idéologiques, de la prédominance absolue de cette télévision « verticale », à sens unique, que nous connaissons ? Quelles sont celles de l'émergence d'un

(1) *La télévision par câbles ou la communication horizontale*, François-Régis Barbry. Col. Objectifs. Ed. du Cerf. En vente à Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

autre système de communication audio-visuelle, décentralisé, à échelle humaine, fonctionnant par les gens et pour les gens ?

En France, en effet, nous assistons depuis plus de 15 ans à la confiscation des moyens d'information par l'image et le son, sous couvert de monopole, de service public, de réformes diverses. La classe dirigeante tient évidemment fort à s'approprier la télévision — instrument formidable de persuasion clandestine, de détournement ou de normalisation des consciences, de morcellement sociale.

le futur de l'échange

Mais à ce *mass-medium*, émetteur unique touchant des millions de récepteurs, peuvent s'opposer aujourd'hui les *self-media* à la disposition de groupes restreints. Du moins, la technologie le permet : la vidéo, procédé qui traduit électriquement image et son pour les reproduire en direct ou les enregistrer (sur magnétoscope) est simplifiée, miniaturisée. Elle est devenue un outil léger, maniable, dont quiconque peut apprendre le langage. La

distribution par câble véhicule cette parole reconquise qui peut être reçue par tous au sein de la communauté. Ainsi la vidéo-câble peut encore susciter les prises de conscience, la démystification de la technique, la constitution de contre-pouvoirs ; elle prépare l'homme et le groupe au futur de l'expression et de l'échange avec ou sans câbles, par satellite, par l'informatique...

Barbry, en une centaine de pages, faisant le tour des données indispensables et des questions posées, ne se contente pas de redécouvrir l'enjeu essentiel de la communication audio-visuelle. Il propose les premiers éléments d'un nouveau cadre politique et juridique ; il esquisse les lignes-forces d'une nouvelle organisation des moyens et de leur répartition... Enfin, il replace sans ambiguïté ce combat pour une communication horizontale dans le cadre plus large de la lutte pour une société autogestionnaire : il ne pourra y avoir de véritable socialisme sans régénération du tissu social dans l'expérience d'une parole retrouvée.

René LANARCHE ■

SELECTION TV

FR 3

Vendredi 20 mai à 20 h 30,
Faits divers : « Les jouets de l'homme ».

Les jouets destinés aux enfants correspondent à l'image stéréotypée de deux concepts : virilité et féminité. Panoplie de l'homme d'action « à l'usage du petit garçon ; panoplie de ménagère, d'infirmière et des centaines de modèles de poupées, souvent très perfectionnées, elles parlent, pleurent, marchent, à l'usage de la petite fille ».

Penchant naturel de l'enfant, ou déterminisme social ? Un sujet intéressant pour les parents, surtout s'ils sont de gauche ou d'extrême gauche !

Antenne 2

Lundi 24 mai à 21 h 50,
Documentaire : « Les chefs-d'œuvre vous questionnent » : « La moisson de Bruegel ».

Ce tableau, peint en 1565, fait apparaître tout un monde paysan, et cette image du travail aux champs a correspondu à la réalité de ce travail pendant des siècles.

A travers l'analyse du tableau et de ses significations, une réflexion sur la vie paysanne d'aujourd'hui, et des modifications profondes qu'elle a subies en quelques dizaines d'années.

TF 1

Mercredi 26 mai à 21 h 50,
Indications : émission d'Igor Barrère et d'Etienne Lalou.

- Les effets du soleil sur la peau : bienfaits et méfaits.
- L'accoutumance aux antibiotiques et les mesures d'urgence qui s'imposent pour y pallier : intéressant si le rôle de l'industrie pharmaceutique, si le profit comme moteur de l'exercice libéral de la médecine, l'absence d'informations, y sont dénoncés.

Judi 27 mai à 21 h 20, **Bilan pour le futur.**

Une série de quatre émissions qui constituent quatre approches différentes et complémentaires des Etats-Unis.

La série débute par les rendez-vous de l'Oncle Sam. Ces rendez-vous sont d'abord les rendez-vous électoraux qui vont redessiner la politique américaine après les grandes crises qui l'ont secouée.

Inflation, chômage, pollution, corruption, violences. Comment l'Amérique se soigne-t-elle ? Va-t-elle bientôt guérir ? Sur les campus, dans le monde ouvrier, au Far West, à San Francisco ou à Washington, les optiques et les réponses sont différentes.

FR 3

Judi 27 mai à 20 h 30, **Cinéma** : *La Grande Illusion* de Jean Renoir.

Pour ceux qui ne l'auraient pas encore vu !

vous êtes concernés

Courrier des lecteurs

Conformément à la lettre de ce camarade de Menton qui réclame un courrier des lecteurs, nous continuerons à maintenir cette rubrique. Cette semaine, nous n'y consacrons qu'une petite place, mais avec les nombreuses lettres que vous continuerez à nous envoyer, nous en ferons bientôt de plus copieux.

L'équipe de T.S. ■

Bravo, mais l'apport ne doit pas être à sens unique (c'est-à-dire seulement l'appel aux sous). Or, dans les projets de rubriques, je n'ai pas trouvé de page réservée au courrier des lecteurs (lesquels ne sont pas tous des militants du PSU). C'est très regrettable, car une lettre, c'est quelqu'un qui décide de prendre la parole et il faut la lui donner. De même, il me semble que le journal du PSU devrait davantage parler de lui-même : situation financière, utilisation des fonds collectés, nombre d'abonnés et de lecteurs.

sympathisant PSU Menton ■

En ce qui concerne la situation de TS, une équipe de promotion a pris les choses en main et fera le point régulièrement sur la situation de TS (finances et distribution). Par ailleurs, nous avons prévu dans le cadre de la rubrique **Vous êtes concernés** de traiter régulièrement des problèmes qui se posent au parti et qui pourraient intéresser non seulement les militants, mais les lecteurs de TS en général. Il ne s'agit en aucune façon d'esprit de boutique, mais bien au contraire de faire part à tous ceux qui pourraient être intéressés de l'expérience que constitue un parti politique et son organisation pour savoir s'il est bien adapté au but qu'il se propose d'atteindre.

TS ■

[...] La section m'a chargée de vous écrire pour vous dire sa satisfaction d'avoir un journal qui peut se vendre. La présentation est plus claire, les documents photographiques excellents. La première page est très populaire. Les camarades m'ont chargée de vous dire qu'ils ne veulent plus de dessins caricaturaux, type l'évocation d'Edmond Maire dans l'avant-dernier TS [...]

Section PSU de Roanne ■

[...] Félicitations pour les camarades qui ont renoué après maints efforts, la nouvelle formule de TS. Il devient plus attrayant ; cependant, je voudrais émettre quelque chose concernant l'introduction que vous

phrase suivante : « les majoritaires représentés ici par Turquan et les minoritaires qui s'expriment par Maguy Guillien, etc. ; » je suis désolé, mais je ne comprends pas. On ne m'avait, jusqu'ici, encore jamais dit qu'il y avait dans le parti des minoritaires et des majoritaires, ou plutôt s'agit-il du *texte minoritaire et du texte majoritaire à la DPN* ? Il y a eu un amalgame et je l'espère mis inconsciemment ? [...]

Un camarade de la 11^e section de Paris

Le début même du chapeau indiquait qu'il s'agissait du vote intervenu lors de la dernière direction politique nationale, et que c'était en fonction de ce vote qu'il y avait eu un texte majoritaire et un texte minoritaire.

TS ■

avez faite sur l'article « Entre nous mais pour vous » du TS numéro 701, page 21, à savoir que je n'ai pas compris, ou mal je l'espère, la

pour une gifle...

Notre camarade Jacques Villiers vient d'être condamné à huit mois de prison ferme, pour avoir giflé le président de la Commission départementale de remembrement. Cette nouvelle agression de la justice de classe contre un paysan-travailleur a provoqué un vif mécontentement dans sa commune d'Aiguillon, en Lot-et-Garonne. Le soutien s'organise, nous en reparlerons...

ça démarre enfin !

Faut pas désespérer, tout arrive ! Même la souscription démarre. Nous avons enfin dépassé les 100 000 F (nouveaux bien sûr !), c'est-à-dire qu'il ne nous reste plus qu'à répéter quatre fois la même somme pour arriver à nos fins.

Alors camarades adhérents, sympathisants, lecteurs assidus, collectez autour de vous l'argent nécessaire pour que Tribune Socialiste tienne le cap financier, pour que nous puissions sortir pendant les vacances. Cette semaine, pas de liste de souscripteurs, faute de place ; on se mettra à jour la semaine prochaine.

Hervé LE TOQUIN

ABONNEZ-VOUS

Avant l'augmentation des tarifs

Un an : 100 F - 6 mois : 60 F

Avec en prime un livre au choix

- Servitude et grandeur du PSU (E. Depreux).
- L'Enfer des pompiers (J.-J. Lubrina).
- Les mouvements d'émancipation nationale (A. Nin).
- Chili 1970-73 : Un peuple en lutte (collection Chili).
- Chili : Les documents du complot ITT (J. Anderson).
- Le Mai des banques (militants CFDT).
- IX^e Congrès du PSU-Amiens - décembre 1974.
- Critique socialiste n° 23 (La crise).
- Critique socialiste n° 24 (Autogestion).
- L'Etat patron (Ph. Brachet).
- Le Marché commun contre l'Europe.
- Le Manifeste du PSU (Toulouse).

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles.

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.

c'est aussi politique

le théâtre des émigrés

Dans le cadre du Festival des peuples présents au Nouveau Carré, dirigé par Silvia Monfort, l'Action théâtrale arabe a présenté deux spectacles : *Sidi Monsieur*, court spectacle en français qui tente de répondre à la question : *Pourquoi l'émigration ?* et une pièce en arabe d'un jeune auteur syrien, Saad Allah Wannous : *Rass Mamluk Jaber* (la Tête du mamelouk Jaber). L'ATA ayant été mise en cause par certains, en particulier par *l'Unité* (hebdomadaire du PS), pour sa participation à ce festival, nous avons demandé à Djalloul Beghoura, qui tient le rôle du mamelouk Jaber, de s'en expliquer.

TS : Quel est pour vous l'intérêt de ce festival ? Qu'en attendiez-vous ?

Djalloul Beghoura : Ce n'est pas un théâtre des nations. Il s'agit d'amener tous les gens qui sont concernés par l'émigration en France et qui font du théâtre à pouvoir s'exprimer. Pas seulement du théâtre : c'est une tentative de réunion de tous les arts (cinéma, musique, etc.), pratiqués par des artistes émigrés.

Les endroits où nous pouvons nous exprimer sont très limités. Le seul intérêt pour nous de nous produire au Carré, c'est de pouvoir y montrer notre travail.

Quel public avez-vous eu ?

Mélangé, moitié français, moitié arabe.

Mais aucun travailleur immigré... Est-ce que la diffusion n'a pas été faite en leur direction ?

Si, mais cela ne suffit pas, car l'habitude n'est pas prise par eux d'aller au théâtre, de s'intéresser à ce genre

de travail. Ce qu'il faut — ce que nous avons fait et continuerons de faire — c'est aller les trouver sur leurs lieux de travail et d'habitation. Avec *Sidi Monsieur*, on est passé dans les usines, les foyers, les MJC. Cette courte pièce de trois quarts d'heure est écrite en français, en arabe et en portugais. C'est une tentative pour créer un dialogue entre les travailleurs français et émigrés, pour briser la barrière entre eux. Elle n'a de sens que suivie d'un débat avec et entre les travailleurs. Jusqu'à présent, l'accueil a été très favorable.

Est-il exact que d'autres troupes, en particulier constituées par des travailleurs émigrés, ont demandé à participer à ce festival et ont été rejetées ? Ne craignez-vous pas dès lors que votre participation soit une forme de récupération et serve de caution, de bonne conscience à la politique gouvernementale ?



D.R.

Sidi Monsieur

L'ATA n'est financée par aucun pays, ni aucune organisation. Notre travail n'a été vu par qui que ce soit de l'Office de l'émigration. Il n'a été soumis à aucun contrôle, approbation ou censure : sinon, nous n'aurions pas été là.

Nous regrettons que des troupes de travailleurs comme Al Assifa ou Al Halka n'aient pas été présentées ici. Mais nous n'en sommes pas responsables. Nous trouvons aussi qu'une semaine pour l'ensemble de l'art maghrébin, étant donné l'importance de l'émigration maghrébine en France, c'est trop peu.

Notre meilleure réponse, c'est notre travail : il montre que nous ne pouvons pas être récupérés.

Nous sommes prêts à participer à toute manifestation culturelle ou autre qui soit dans une perspective idéologique de gauche et qui puisse favoriser la lutte des travailleurs émigrés et français contre le système d'exploitation.

Rass Mamluk Jaber

Comment s'est formée votre troupe et comment fonctionne-t-elle ?

Elle est composée de comédiens professionnels du Maghreb : Maroc, Algérie, Tunisie, de trois comédiens français et d'un Portugais. Elle s'est formée en France en février dernier. On avait constaté le vide théâtral sur le plan de l'émigration. Au début, nous n'étions que trois ; nous avons fait *Sidi Monsieur* qui est une création collective.

Pour ce festival, nous avons décidé de monter *Rass Mamluk Jaber* qui montre le monde arabe actuel confronté à son histoire, pas celle des *Mille et une Nuits*, mais une histoire démystifiée, racontée à partir d'un schéma marxiste.

Notre travail va dans deux directions :

— une animation culturelle en direction des travailleurs immigrés et français, en contact très étroit avec les comités d'entreprise et les syndicats ;

— un travail théâtral plus élaboré qui permette aux travailleurs immigrés de rester en contact avec leur culture et leur histoire.

Nous vivons uniquement sur les recettes ; nous fabriquons nos décors et costumes nous-mêmes. Ce n'est pas que nous n'aimerions pas avoir des subventions. Mais à qui les demander ? La question se pose en termes de liberté d'expression. Nous ne pourrions les accepter qu'à condition de pouvoir continuer librement notre travail comme je viens de le définir.

Propos recueillis par
Evelyne ERTEL ■



Photo Christine JAKOBS

la bête immonde

Le Théâtre national de Strasbourg présente, comme dernière manifestation de la saison 1975-1976 (la première étant *Germinal*, qui vient d'être diffusé par la télévision), le *Baal* * de Brecht, une œuvre de jeunesse, imparfaite dans sa forme, mais qui, dans les conditions de jeu qui lui sont assurées ici, s'affirme comme un grand acte théâtral.

Quelle qu'ait été l'envie d'André Engel de monter *Baal*, sa réalisation scénique dépendait pour lui de la découverte d'un lieu. Non pas salle de théâtre ni n'importe quel hangar — un lieu où puisse s'inscrire de manière tangible l'errance ininterrompue de Baal dans le temps de l'action et la trajectoire d'une vie.

Ce lieu a été trouvé.

En plein centre de Strasbourg, de très anciens haras, vides de leurs chevaux au printemps, enferment dans des corps de bâtiments vastes (écuries, manège...) une « carrière » en plein air. Dans ce très beau cadre où le dehors et le dedans incessamment s'échangent, Baal pouvait surgir et le spectateur le suivre dans son étrange course qui finit par une mise à mort.

Qui est Baal ?

Anciennement, une divinité phalique. Baal attire les femmes, les prend et les rejette. Il écrit des poèmes sur leur mort.

Sous la plume de Brecht, en effet, il est devenu poète, c'est-à-dire quelqu'un qui fait de la littérature avec tous les moments de sa vie.

On sait que Brecht, composant son personnage, avait dans l'esprit la destinée de Rimbaud. Le travail de mise en scène accuse le rapprochement. Il saisit Baal dans l'univers clos de la grande ville avant de le faire partir sur les routes, s'embarquer, gagner les pays du soleil. Partout, il est le poète ivre de mots et d'alcool, incapable de se fixer, l'ange noir qui hante les esprits, et d'abord celui d'Engel lui-même et de son dramaturge Bernard Pautrat. Leur condamnation acharnée de Baal est

l'envers reconnu d'une attirance : « Baal hurle quelque part en nous : notre semblable éternellement maudit. »

la dialectique du minimum et du maximum de jeu

Comment se débarrasser de lui mieux qu'en le lançant dans l'arène des regards ? Baal, violent, asocial, soumis seulement à ses rêves et à ses instincts, est pour ses dramaturges, une première figure flottante du fascisme. Car, dit Bernard Pautrat, *s'il n'était pas mort sous nos yeux, n'aurait-il pas senti un jour la singulière envie d'ériger son désir en machine de guerre ? Tout juste après que Brecht ait écrit Baal, un énergique bûcheron du Brandebourg, Noske, écrasera le spartakisme, massacrera Rosa Luxemburg et Liebknecht, ouvrant la voie à l'extermination générale. Deux ans plus tard, un petit peintre paysagiste insatisfait et délicat arrivera pour finir la besogne... Alors les bêtes blondes iront porter partout leur barbarie... inspirée.*

Mais pour que la nécessité de la disparition de cette *bête immonde* s'inscrive dans les consciences, il faut que Baal s'impose physiquement comme un être de chair et qu'on ne voie que lui. Aussi son interprète, Gérard Desarthe, est-il le seul qui joue vraiment avec tous les moyens de l'acteur, les autres co-

médiens se comportant au contraire comme ils le feraient dans la vie.

Qu'ils soient les errants, mon-dains ou non, d'un terrain vague, les joueurs de boules d'un parc proche de l'autoroute, les passagers qui se croisent sur un quai d'embarquement, ils se confondent avec le public jusqu'à n'être plus avec lui, l'aire de jeu se déplaçant de salle en cour et des campagnes françaises herbeuses aux sables du Harrar, que l'environnement de Baal, un environnement qui le suit, l'enserme jusqu'à sa mort de bête traquée.

Ce travail sur les formes théâtrales n'est si remarquable que parce qu'il est le fruit d'une recherche en commun. Celle-ci déborde le cadre d'un spectacle précis. Dès sa nomination comme directeur du TNS, en effet, Jean-Pierre Vincent a imposé la présence auprès de lui d'une équipe de création qui, d'un même mouvement, anime les spectacles et poursuit une réflexion théorique.

Le très grand spectacle qu'est *Baal* est un exemple de ce que peut l'imagination créatrice quand elle s'appuie sur le travail constant d'une équipe — la plus cohérente qui soit en France — qui ne sépare pas sa réflexion politique sur le monde actuel d'une recherche continue sur les moyens du théâtre.

Dominique NORES ■

* *Baal*, de Brecht, TNS, Haras de Strasbourg, 1, rue Sainte-Elisabeth. Jusqu'au 4 juin.

défendre un théâtre qu'on tue

Tel est le sous-titre que les Athévains donnent à leur 7^e cycle. En parler, aller voir l'un — ou plusieurs — des spectacles qu'ils proposent, c'est participer pleinement à leur projet.

Les Athévains existent depuis 1972, date à laquelle le conseil d'administration de la MJC de Paris-Charonne leur confie la tâche d'animation théâtrale de la Maison, devenue *Théâtre des deux-portes*. Leurs activités, s'étendant dans différentes directions, sont principalement axées sur la création et la recherche. De là, deux orientations essentielles : offrir à de jeunes animateurs une structure d'accueil et un budget suffisant pour réaliser une création de leur choix ; permettre à de jeunes troupes, travaillant en banlieue ou en province, de présenter leurs spectacles à Paris. Ainsi, au cours des six cycles précédents, on compte une quinzaine de créations athévaines et une vingtaine de spectacles invités.

Aujourd'hui, les Athévains se trouvent expulsés du *Théâtre des deux-portes*. Mis à la rue en six jours, ils ont pu être accueillis au *Théâtre de la Cité internationale*. Devant cette situation nouvelle, ils ont dû renoncer à leur projet initial concernant ce 7^e cycle : *expérimenter des relations nouvelles entre le public parisien et les équipes invitées. Nous ne voulions plus recevoir un spectacle particulier, mais une compagnie implantée qui viendrait présenter son travail, ses activités, en même temps qu'elle jouerait son dernier spectacle.* Mais cette programmation n'avait de sens que par rapport au public du 20^e arrondissement, en direction duquel les Athévains voulaient intervenir. Ils ont donc choisi de réunir quatre au-

tres compagnies aussi menacées dans leur existence que la leur et de leur donner la parole au cours de ce 7^e cycle : ainsi les protestations et le combat pour la survie seront menés en commun !

Au *Théâtre de la Cité internationale* (1), on pourra voir successivement.

Du 27 avril au 8 mai, *la Rumeur* de Jacques Bailliart, par le *Théâtre de Saône-et-Loire*. Il s'agit d'essayer de comprendre comment, sans qu'aucun fait précis à la base ne puisse la justifier, une rumeur naît, se développe, prolifère. Le spectacle tente de théâtraliser ce phénomène complexe où s'entremêlent étroitement « la sexualité, l'économie, la politique, le conscient et l'inconscient, le comique et le tragique, l'individuel



les estivants

et le collectif, le réel et l'imaginaire » (2).

Du 11 au 15 mai, *Chansons comme on vit*, de et par Christian Dente. Ch. Dente est bien connu des amateurs de théâtre. Pendant deux ans, sa compagnie a animé le *Théâtre Daniel-Sorano* de Vincennes, il a participé au Festival d'Avignon à deux reprises, travaillé au *Théâtre de Nanterre*, au TEP, dirigé l'Ecole nationale d'art dramatique de Strasbourg pendant un an. C'est lui qui fut à la fondation des *Ateliers-Théâtre du XX^e*, ancêtres des Athévains. Il revient après dix ans à la chanson, qui fut, avant le théâtre, sa première activité artistique.

Sur ce plan, avec la fondation d'*Action chanson*, première association pour la défense de la chanson, il lutte aussi pour que celle-ci soit reconnue par les pouvoirs publics comme un art à part entière, et qu'ils prennent en charge l'enregistrement et la diffusion des œuvres.

Du 25 au 29 mai, *les Estivants* de Maxime Gorki, par la Comédie de Caen. Malgré son statut de Centre dramatique national, la *Comédie de Caen* connaît également des difficultés financières qui proviennent du fait que l'équipe accroît ses activités, multiplie ses actions, sans que les subventions augmentent d'autant. Mais surtout la participation de cette compagnie « riche » au 7^e cycle des Athévains illustre sa volonté de lier les problèmes du « jeune théâtre »,

quel que soit son statut, et de manifester une lutte commune.

Du 1^{er} au 12 juin, *le Rêve du papillon* de Kuan Han Chin, par *la Pomme verte*. La compagnie de Catherine Dasté travaille depuis huit ans principalement en direction de l'enfance, avec une aide de l'Etat si parcimonieuse qu'elle ne doit de survivre qu'à sa volonté opiniâtre. Elle refuse que le théâtre pour l'enfance soit considéré comme un théâtre au rabais et qu'il n'ait pas les mêmes possibilités de recherche et de création que les autres. Ce spectacle se veut le fruit d'un profond travail sur le langage, l'activité (ni naturaliste, ni reproduction de la gestuelle chinoise), la voix et la musique (le texte est chanté).

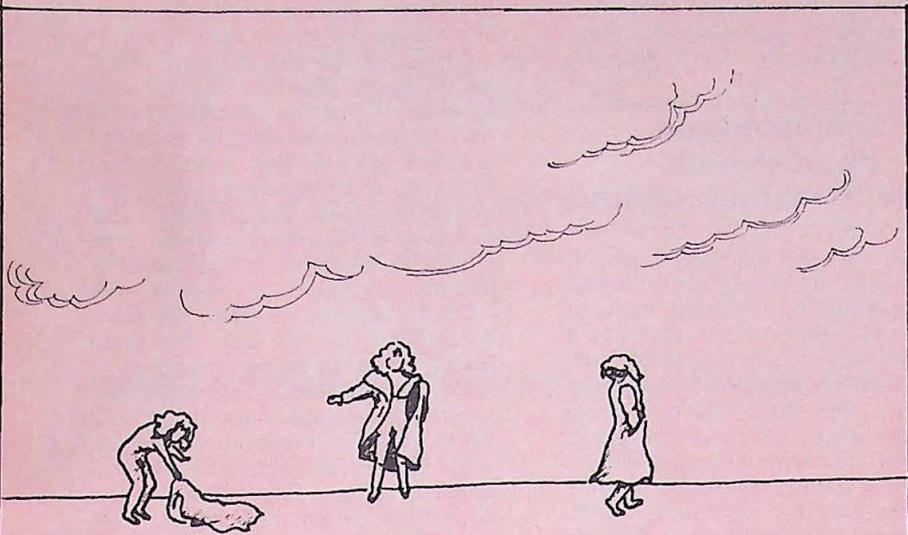
Pour chacune de ces troupes, et pour les Athévains, qui, malgré toutes leurs difficultés présentes et l'incertitude de leur avenir, ont voulu et réussi à maintenir ce 7^e cycle, comme le dit l'un d'entre eux : *militier, c'est d'abord survivre.*

Evelyne ERTEL ■

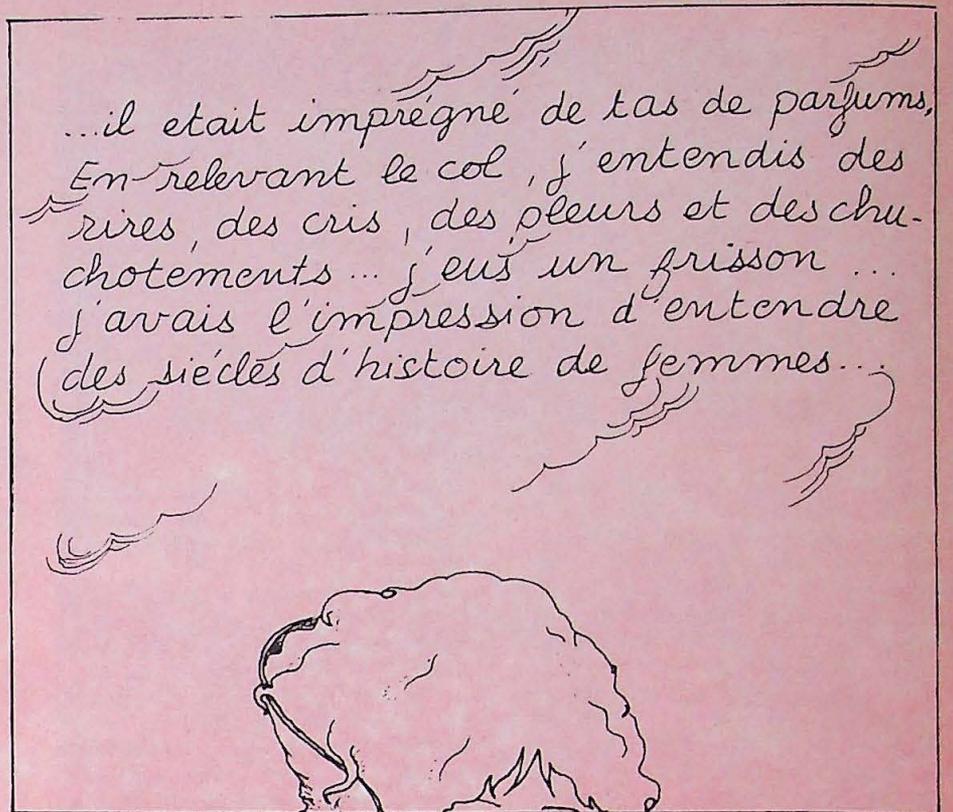
(1) Grand Théâtre, à 21 h, sauf dimanche et lundi (matinées scolaires sur réservation, après accord avec des enseignants, à 14 h 30).

(2) Rappelons que la 2^e chaîne de la télévision, le 27 avril dernier, dans le cadre des *Dossiers de l'écran*, a présenté sous le même titre une dramatique portant sur le même thème et suivie d'un débat.

dérive (suite).



je ramassais un vieux manteau de femme, tout fané ; ses poches étaient bourrées de mots griffonnés ...

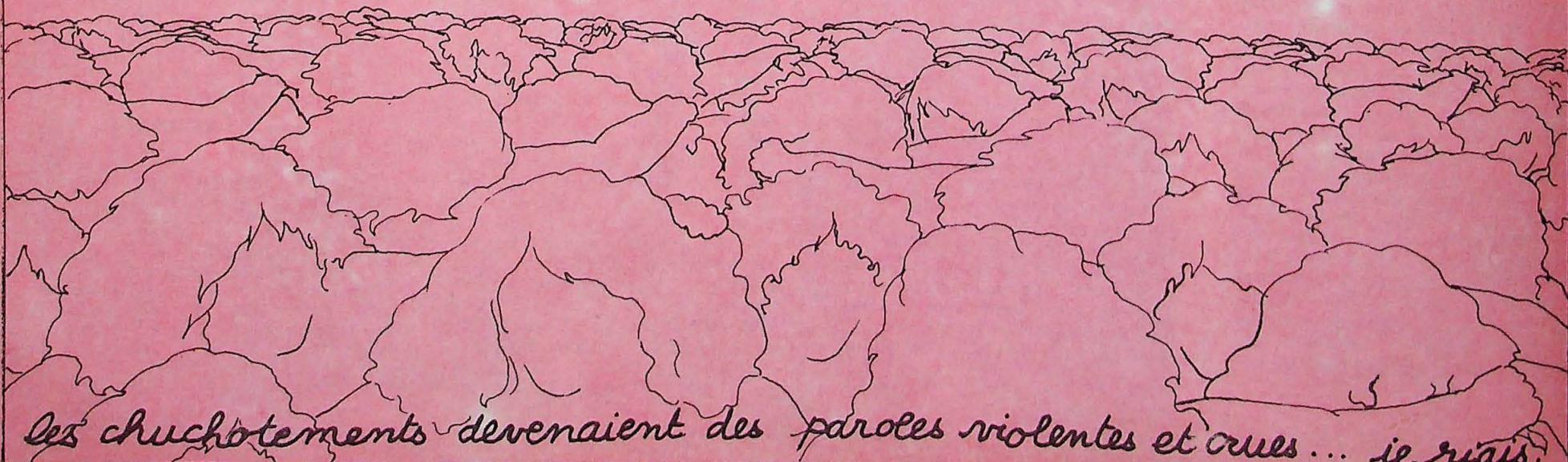


...il était imprégné de tas de parfums, En relevant le col, j'entendis des rires, des cris, des pleurs et des chuchotements... j'eus un frisson... j'avais l'impression d'entendre des siècles d'histoire de femmes...



je me sentis moins seule, j'arrivais vers la ville...

nous étions nombreuses...



les chuchotements devenaient des paroles violentes et crues... je riais.